
le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

Algérie:

**Seule la classe
prolétarienne pourra
mettre fin à la misère et
à l'exploitation en
abattant le capitalisme
et l'Etat bourgeois!**

27

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

Ce qui distingue notre parti: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

CORRESPONDANCE

Pour la France

Editions Programme
3 Rue Basse Combalot
69007 Lyon

Pour la Suisse

Editions Programme
Ch. de la Roche 3
1020 Renens

Pour l'Italie

Il Comunista
C. P. 10835
20110 Milano

- TABLE DES MATIERES -

• Introduction	1
• La seule solution est la lutte révolutionnaire prolétarienne contre la bourgeoisie et son Etat («le prolétaire», N° 458, Juillet - Août - Sept. 2001)	3
• A bas le pouvoir assassin! Vive la lutte prolétarienne révolutionnaire! (Tract du parti, supplément au «prolétaire», N° 457)	11
• En Kabylie, révolte contre la misère et l'injustice sociale («le prolétaire», N° 457, Avril - Mai - Juin 2001)	15
• Crise politique et sociale en Algérie («le prolétaire», N° 446, Sept. - Oct. - Nov. 1998)	19
• Le rideau de fumée électoral n'a pu camoufler longtemps le dilemme: lutte ouvrière ou misère capitaliste («le prolétaire», N° 435, Février - Mars - Avril 1996)	25
• Seule la classe prolétarienne pourra mettre fin à la misère et à l'exploitation en abattant le capitalisme et l'Etat bourgeois! («le prolétaire», N° 414, Janvier - février 1992)	31
• L'Etat bourgeois n'est pas à démocratiser, mais à détruire ! («le prolétaire», N° 411, Juin - Juillet 1991)	36
• Le FIS au secours de l'ordre bourgeois («le prolétaire», N° 407, Juillet - Août - Sept. 1990)	45
• Contre l'explosion prolétarienne, la bourgeoisie algérienne assassine, l'impérialisme approuve («le prolétaire», N° 398, Oct. - Nov. 1988)	51
• Algérie: Que vive la lutte de classe ! («le prolétaire», N° 390, Mars - Avril 1987)	56

Introduction

En 1962, il y a près de quatre décennies, l'Algérie devenait indépendante, à l'issue d'une lutte violente de sept années contre le vieil impérialisme colonial français, particulièrement tenace et brutal: la **révolution** algérienne fut acquise au prix de centaines de milliers de victimes parmi les masses colonisées.

La victoire de la contre-révolution internationale qui, sous le nom de stalinisme, avait dénaturé les organisations classistes du prolétariat, perverti son programme et ses moyens d'action et finalement assujetti dans tous les pays la classe ouvrière à des objectifs purement bourgeois, empêcha alors toute possibilité pour le jeune prolétariat algérien de constituer son parti de classe et de lutter, en union avec le prolétariat de la métropole, dans la voie suivie victorieusement en Russie par les bolcheviks: se mettre à la tête de la révolution bourgeoise en s'appuyant sur les potentialités de lutte des couches les plus exploitées, pousser celle-ci jusqu'au bout et utiliser les positions acquises par la victoire, non seulement pour étendre l'incendie révolutionnaire aux autres pays colonisés, mais aussi pour stimuler la reprise de la lutte révolutionnaire prolétarienne dans les pays capitalistes développés. Seule la victoire de la révolution communiste et l'établissement du socialisme dans ces pays pouvait réellement poser la question de la transition au socialisme des pays ex-colonisés, au développement capitaliste limité.

C'était la perspective de l'Internationale Communiste avant sa dégénérescence et son passage à la contre-révolution. *«Dès à présent, dans les colonies les plus développées, la lutte n'est plus engagée seulement sous le seul étendard de l'affranchissement national, elle prend tout de suite un caractère social plus ou moins nettement accusé. Si l'Europe capitaliste a entraîné malgré elle les parties les plus arriérées du monde dans le tourbillon des relations capitalistes, l'Europe socialiste, à son tour, viendra secourir les colonies libérées avec sa technique, son organisation, son influence morale, afin de hâter leur passage à la vie régulièrement organisée par le socialisme. Esclaves coloniaux d'Afrique et d'Asie: l'heure de la dictature prolétarienne en Europe sonnera pour vous comme l'heure de votre délivrance»* proclamait ainsi en 1919 le Manifeste du Premier Congrès de l'Internationale Communiste.

La défaite de la vague révolutionnaire prolétarienne du premier après-guerre en Europe fut aussi par conséquent la défaite des populations colonisées, condamnées à souffrir encore pour des décennies sous le joug colonial. Mais l'histoire ne s'arrête pas; si le prolétariat occidental échoua à renverser ses maîtres capitalistes, les masses colonisées réussirent, au cours du second après-guerre, à s'émanciper de la domination coloniale à travers une lutte

acharnée contre l'impérialisme et sans pouvoir bénéficier du moindre soutien de la classe ouvrière des métropoles. Ce fut tout particulièrement le cas en France où le stalinisme fit tout son possible pour **soutenir** en fait la domination coloniale sur l'Algérie - y compris en participant aux fusillades des insurgés, ignoblement dénoncés comme «provocateurs fascistes» en 45, ou en votant les pleins pouvoirs au socialiste Guy Mollet en 1956 pour «rétablir l'ordre» en Algérie, et de manière générale en isolant les travailleurs immigrés algériens de leurs frères de classe français, en les laissant seuls face aux exactions de la police et des harkis - et pour fortifier dans la classe ouvrière française le chauvinisme et l'esprit de supériorité nationale.

La conséquence de cette orientation criminellement antiprolétarienne a été bien évidemment de rejeter les travailleurs algériens dans les bras des dirigeants nationalistes bourgeois et petits-bourgeois, c'est-à-dire d'empêcher toute possibilité d'organisation autonome, de classe, des prolétaires algériens et donc toute possibilité que la révolution puisse, sous l'impulsion de la lutte prolétarienne indépendante, dépasser le cadre d'une révolution populaire et nationale, c'est-à-dire multiclassiste ou, dans le langage marxiste, **bourgeoise**.

Politiquement bourgeoise, la révolution algérienne a liquidé le colonialisme et jeté les bases d'un développement du capitalisme autochtone - inévitablement chétif et déformé par le poids démesuré du secteur pétrolier en raison des rapports de force économique sur le marché mondial. Contrairement à leurs prétentions démagogiques, les chefs nationalistes ne pouvaient ni ne voulaient supprimer l'exploitation sociale, puisque cette exploitation était indispensable au développement du capitalisme national. Il serait absurde d'accuser les dirigeants algériens d'avoir «trahi les idéaux de la révolution» et faux de prétendre qu'il s'agit aujourd'hui simplement de reprendre la lutte d'hier là où elle s'est arrêtée, avec le même programme, les mêmes objectifs et les mêmes alliances de classes.

40 ans après l'indépendance, la page de la lutte nationale et populaire est définitivement tournée. Le jeune capitalisme algérien a achevé la ruine de l'agriculture traditionnelle et constitué, autour de la classe ouvrière proprement dite, des masses énormes de déshérités, de sans-réserve, de sans espoir, qui n'ont rien à perdre que leur misère. La lutte d'émancipation se livre maintenant entre les classes qui composent la nation. Son objectif n'est plus celui de la constitution d'un Etat bourgeois ou de la réforme démocratique et sociale de celui-ci, mais la **destruction de l'Etat bourgeois** et l'instauration de la **dictature du prolétariat** pour extirper les racines de l'exploitation et de l'oppression, sa méthode doit être celle de la **lutte de classe** en alliance étroite avec le prolétariat de tous les pays pour regrouper dans lutte anticapitaliste tous les opprimés, ses moyens l'**organisation classiste**, politique et syndicale, son programme, celui invariant et intransigeant du **communisme**. La voie n'est pas facile ni rapide, mais il n'y en n'a pas d'autre.

C'est ce que la sélection d'articles regroupés dans cette brochure entend illustrer.

La seule solution est la lutte révolutionnaire prolétarienne contre la bourgeoisie et son Etat

(«le prolétaire», N° 458, Juillet - Août - Sept. 2001)

Dans le précédent n° du «Prolétaire» nous écrivions que si le calme régnait à nouveau en Kabylie à la fin mai, de nouvelles explosions étaient inévitables et qu'elles toucheraient tout le pays. Il n'aura fallu attendre que quelques semaines pour que ce facile pronostic se réalise. Dès le début du mois de juin les émeutes ont repris, pour répondre à des exactions des gendarmes, pour protester contre les conditions de vie déplorables dont souffrent les masses (absence d'eau courante, de logements, de travail, etc.) ou contre tel ou tel méfait particulier de l'administration étatique ou communale. Si le foyer principal était et reste encore sans aucun doute la Kabylie (wilayas de Tizi-Ouzou, Setif, Bejaïa, Bouira, etc.), elles ont gagné aussi pratiquement tout l'Est du pays: le Constantinois, les wilayas de Skikda, Annaba, d'Oum-El-Bouaghid, Tébessa, etc., ainsi que les Aurès, région censée être le bastion du régime, à Kenchela, et le Sud. Les bâtiments publics (mairies, centre des impôts, tribunaux, casernes de gardes communaux, etc.) sont attaqués, ainsi que des restaurants de luxe, des boîtes de nuit, des villas de richards, des commerces, des sièges des partis au pouvoir nationalement ou localement, les associations d'anciens combattants, etc.: tout ce qui représente aux yeux des jeunes révoltés la classe des privilégiés et les structures de l'Etat qui les opprime.

Outre les émeutes, des grandes manifestations de protestation ont eu lieu, rassemblant des milliers, des dizaines de milliers et parfois des centaines de milliers de manifestants: cela a été le cas bien sûr de la gigantesque marche sur Alger organisée le 14 juin à l'appel de la coordination inter-wilayas (que les forces de répression ont réussi à tenir à distance de ses objectifs), mais aussi d'autres qui, pour avoir eu moins de retentissement médiatique à l'étranger, ont cependant rassemblé des masses énormes comme à Tizi-Ouzou ou

Bejaïa; pour la première fois des manifestations de milliers de femmes ont également lieu. Parallèlement s'est développé un mouvement spontané d'occupation de logements vides: preuve de la profondeur du mouvement, tous les problèmes sociaux, qui avaient été refoulés depuis des années par la double terreur des bandes islamistes et des nervis de l'Etat, resurgissent en pleine lumière.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Si l'augmentation et la stabilisation depuis plusieurs mois des prix du pétrole à un niveau élevé remplit les caisses de l'Etat et du capitalisme algériens, cette amélioration non seulement ne retentit pas sur la situation des travailleurs et des masses exploitées, mais elle annonce au contraire une **aggravation** de l'exploitation bourgeoise. En effet, répondant aux besoins impérieux du capitalisme national comme aux pressions des milieux capitalistes internationaux, la classe dominante algérienne, comme cela se passe dans les autres pays, s'est lancée dans la privatisation des nombreuses entreprises d'Etat qu'elle avait pu constituer autrefois grâce à la rente pétrolière. Souvent peu rentables, ces entreprises en sont venues à représenter un fardeau croissant pour l'économie du pays: leur privatisation se solde par la disparition de celles qui ne sont pas compétitives, et leurs prolétaires jetés à la rue, tandis que les autres sont «restructurées» avec ce que cela signifie d'intensification de l'exploitation et de licenciements. Même les entreprises d'Etat qui marchent bien, comme le secteur du pétrole, doivent être ouvertes au capital privé - en l'occurrence étranger - afin de permettre l'investissement de capitaux qu'elles nécessitent: elles n'échapperont pas au diktat du capital: **produire plus** avec un **coût moindre**. C'est pourquoi, inquiètes pour leur situation de parasite, les bureaucraties syndicales menacent de déclencher la lutte des prolétaires. En parlant de vouloir défendre l'«héritage socialiste» (sic!) de Boumediene, elles ont sans aucun doute comme but de donner une fausse orientation aux travailleurs; mais elles font aussi office de cette façon de porte-parole des couches moyennes qui se sont développées dans ces entreprises sur le dos des travailleurs, et qui se sentent aujourd'hui menacées; leur objectif implicite est d'arriver à un compromis avec la bourgeoisie et son Etat, compromis dont les prolétaires feront les frais au nom des sacrifices pour l'économie nationale.

Selon l'Office National des Statistiques, un peu plus de la moitié de la population est au-dessous du seuil de pauvreté. En 2000 (dernières statistiques publiées), le nombre de chômeurs était de 2,4 millions, soit un taux de chômage de 30 % de la population active contre 26,4 % en 1997, en dépit d'un «plan de lutte contre le chômage» qui aurait dû créer 800.000 emplois; ce plan n'a jamais le stade des déclarations officielles... 85 % des chômeurs sont des jeunes; chaque année de 325 à 350.000 jeunes (dont plus du tiers est

analphabète) arrivent sur le marché du travail, et seulement 8 % arrivent à trouver un emploi! En 5 ans (1995-2000) 1500 entreprises ont été liquidées, supprimant 300.000 emplois. Plus généralement, au cours de la dernière décennie, l'économie algérienne au lieu de créer des emplois, en a au contraire fait disparaître 600.000! On comprend dans ces conditions que l'une des revendications les plus constamment mises en avant dans le mouvement est celle d'une allocation pour les sans-emplois.

Lors de sa récente visite aux Etats-Unis, Bouteflika s'était vu reprocher la lenteur des réformes pour libéraliser (c'est-à-dire ouvrir aux capitaux internationaux) son économie, reproche répété lors du G8 (1), étant entendu que c'est essentiellement le secteur du pétrole et du gaz qui est visé. Il n'a pourtant cessé de déclarer publiquement que le secteur public tel qu'il existe est moribond et que les privatisations sont inéluctables. L'Algérie vient déjà d'ouvrir le secteur minier aux investissements étrangers, tandis que par ailleurs un accord a été signé avec la société anglo-hollandaise B.P. dans le pétrole, qui n'est sans doute que le premier d'une série: alléché, le groupe français Total-Fina-Elf a annoncé fin juin qu'il était intéressé par des investissements dans ce secteur. Les milieux impérialistes attendent avec impatience les réformes promises; les quelques critiques contre la répression bestiale des émeutes et le non-respect des «droits de l'homme» ne sont que de la poudre aux yeux, ou un moyen supplémentaire de pression sur les autorités algériennes, qui ne peuvent être prises au sérieux que par des gens qui veulent se vendre à tel ou tel impérialisme (2).

LES LUTTES OUVRIÈRES

Le mécontentement croissant parmi les masses exploitées s'est d'abord manifesté depuis des mois et des mois par des grèves contre des licenciements à l'occasion de la privatisation d'entreprises ou pour le paiement d'arriérés de salaires. L'année dernière le conflit dans la métallurgie avait marqué le front social. Les 8000 ouvriers en grève d'Alfasid à Annaba avaient essuyé des tirs de balles en caoutchouc lorsqu'ils avaient tenté de sortir en manifestation du complexe sidérurgique. L'UGTA avait été obligé d'organiser une journée d'action qui avait vu la participation de 100.000 ouvriers. Ce printemps le point culminant avait été constitué par la journée de grève des travailleurs du pétrole organisée par les syndicats le 23 mars pour protester contre les projets de privatisation. Au-delà des intentions des bonzes syndicaux, cette journée, à laquelle s'étaient joints les ouvriers de la métallurgie (complexes sidérurgiques) et, de façon variable, d'autres secteurs, a montré la détermination et la puissance des prolétaires quand ils entrent en action, même pour une simple journée «de protestation». La grève avait été très suivie, en particulier dans certaines wilayas comme celle de Tizi-Ouzou, et l'activité du pays s'était presque arrêtée en raison de la pénurie d'essence; pour la

première fois depuis longtemps, par exemple, les ouvriers de la SNVI (usine de camions), principale usine de la zone industrielle d'Alger (Rouiba) et fleurion de l'industrie algérienne, qui compte un peu moins de 10.000 salariés, avaient débrayé et organisé un cortège de 6000 manifestants, étroitement encadrés il est vrai par la bonzerie syndicale, et, à distance, par les forces de police.

Selon son habitude, l'appareil syndical de l'UGTA fait son possible pour détourner, paralyser ou prévenir les luttes ouvrières, comme à la SNTF (Chemins de Fer) en juillet.

Au début du mois d'août la SNVI se remettait en grève, sur des revendications d'augmentation de salaire; au bout de presque une semaine, après que les bonzes aient réussi à faire reprendre le travail pour que les négociations se déroulent dans un meilleur climat (!) et après qu'ils aient réussi à empêcher des «débordements», ils faisaient accepter une augmentation d'environ 800 dinars par mois, jugée précédemment insuffisante par les grévistes.

Il est important de signaler à l'inverse le cas de la grève illimitée avec occupation déclenchée fin juin par les travailleurs de l'ETUSA (Transports urbains d'Alger): cela faisait plus de 3 mois que les 2000 employés n'avaient pas touché de salaire au point de ne plus savoir comment nourrir leur famille, les commerçants ne leur faisant plus crédit! Les salaires n'ont été augmentés et payés que pour les cadres et... les syndicalistes. La grève a été déclenchée en dehors du syndicat, parce que celui-ci, selon les déclarations des grévistes, «joue contre les intérêts des travailleurs». Certains travailleurs qui avaient essayé de provoquer, comme la loi le permet, des élections pour mettre sur pied une nouvelle section syndicale ont été licenciés. Le bonze syndical de l'entreprise, présenté comme un travailleur de base, était d'ailleurs apparu sur les écrans de télévision pour dénoncer les manifestants du 14 juin qui s'en étaient pris aux bus, alors que, selon lui, les travailleurs ne songeaient qu'à défendre «leur» entreprise!

Les luttes ouvrières ne sont donc pas absentes, et si elles sont passées ensuite au second plan lors des manifestations et des émeutes, elles ont en réalité frayé la voie à cette explosion sociale. Redoutant que les mesures économiques prévues pour les mois qui viennent soient contrariées par un renouveau de l'agitation prolétarienne, les autorités comptent sur l'action des syndicats pour parer à ces difficultés: sans organisation propre, de classe, les poussées ouvrières les plus combatives sont condamnées à être stérilisées par les forces du collaborationisme entretenues par la bourgeoisie elle-même.

QUELLES PERSPECTIVES?

De vastes masses de sans-réserve, les couches prolétarisées issues de la campagne ou de la petite-bourgeoisie, toute une jeunesse «oisive» et «désœuvrée» comme disent les journaux bourgeois, condamnée au chômage, à la misère et au désespoir, se sont mobilisées au cours de ce vaste

mouvement. Toutes ces masses déshéritées, qui n'ont rien à perdre que leur misère sans espoir, pourraient servir de redoutable bélier contre l'ordre bourgeois, comme redoutent les bourgeois, à condition que la classe ouvrière dirigée par son parti révolutionnaire en prenne la tête et donne l'orientation classiste correcte.

En l'absence du parti prolétarien, il est inévitable que les influences d'autres classes prennent le dessus et, malgré tout le courage et la spontanéité des manifestants, orientent le mouvement en faveur de leurs propres intérêts et vers un compromis avec les autorités. C'est ce qu'il est possible de voir de façon cristalline dans ce qui se passe actuellement. Né en lutte ouverte et frontale avec l'Etat et ses représentants, en rupture déclarée avec les divers partis, gouvernementaux ou d'opposition, qui participent aux institutions étatiques, il a été très vite chapeauté par des comités de villages ou de «tribus» (Ârch) et, dans les villes, par des comités de quartier ou «comités populaires». L'interclassisme de ces comités et de leurs coordinations était manifeste à la lecture de la plate-forme revendicative adoptée pour la marche qui a rassemblé, selon les estimations des organisateurs, plusieurs centaines de milliers de personnes à Tizi Ouzou le 25 mai. A côté de revendications intéressantes au premier chef les masses exploitées (allocation de chômage à tous les sans-emploi, mais fixée à 4000 Dinars, la moitié du salaire minimum; abrogation du code de la famille qui maintient les femmes dans un statut d'infériorité légale; indemnité des victimes de la répression, départ des forces de gendarmerie, etc.), les revendications régionalistes revenaient au premier plan (reconnaissance de la langue berbère, adoption par l'Etat d'un plan d'urgence économique pour la Kabylie) ainsi que les revendications de réforme démocratique de l'Etat chères à la petite-bourgeoisie.

Dans la perspective de la grande marche sur Alger, les comités «les plus réactionnaires» de Tizi-Ouzou obtenaient la disparition de la revendication d'abrogation du code de la famille (ces Messieurs veulent rester les maîtres chez eux), de logements, de la levée de l'état d'urgence ainsi que même certaines revendications démocratiques trop «avancées» (comme la revendication soufflée par les enseignants d'une Ecole «publique, moderne, gratuite, ouverte sur le monde»), de la levée de l'état d'urgence, etc. Par contre les revendications régionalistes n'étaient évidemment pas amendées (3).

Après cette manifestation d'Alger où s'étaient rendus des centaines de milliers de jeunes et moins jeunes manifestants (peut-être un million) dont l'écrasante majorité n'avaient que faire de ces manoeuvres de coulisse, la coordination inter-wilayas, effrayée par la campagne des médias à propos des divers incidents et pillages mais surtout par la combativité des masses, condamna solennellement le recours à la violence; elle décida de ne plus appeler à une grande marche de masse, incontrôlable, mais à une manifestation de «délégués» à Alger en juillet qui, ne rassemblant pas plus de 2000 personnes passa à peu près inaperçue. La manifestation suivante au début du

mois d'août qui devait avoir pour but d'empêcher le Festival de la Jeunesse fut également un échec en raison de la mobilisation policière.

LE TERRORISME DE L'ETAT BOURGEOIS

Le pouvoir a répondu par un déchaînement de violence et une répression sauvage aux manifestations et aux émeutes; mais il a aussi joué la carte de l'usure, du pourrissement et de la diversion. Pour éviter l'extension des troubles, il a d'abord poussé au vieil antagonisme entre Kabyles et Arabes; il a ensuite utilisé le nationalisme en accusant les puissances étrangères (la France en premier lieu) d'être les instigatrices d'un «complot» contre la Nation - parce que le ministre des Affaires Etrangères français avait fait quelques déclarations hypocrites sur les droits de l'homme. L'impérialisme français soutient fondamentalement les dirigeants algériens, soutien qui n'empêche pas, comme toujours dans les relations entre bourgeois quand certains intérêts sont en jeu, les pressions et les frictions pour amener l'Etat plus faible à se ranger aux vues du plus fort. Bouteflika a dû s'excuser publiquement d'avoir mis en cause l'impérialisme français. Le pouvoir a ensuite accusé les «trotskystes» et l'«extrême gauche». Mais le rapport de la commission d'enquête officielle, s'il blanchissait les autorités politiques - ce qui était le but recherché - était suffisamment révélateur et accablant sur les exactions des gendarmes, pour enlever toute crédibilité aux tentatives de trouver un bouc-émissaire.

La dernière en date des cartes utilisées est celle que nous avons annoncée, la carte du terrorisme islamiste. Les tueries aveugles attribuées à des commandos islamistes, qui avaient presque complètement cessé, ont soudainement réapparu avec une fréquence et une intensité dans l'horreur redoublées. Les autorités ont aussitôt lancé une campagne pour demander à la population de soutenir l'Etat, la police et l'armée. Mais la ficelle est un peu grosse, comme le montre ce qui s'est passé à Aïn Ouessara. Le Premier ministre Benflis avait choisi de se rendre dans un quartier misérable pour appeler en présence des médias les habitants à la lutte contre le terrorisme. *«Je vous appelle à aider l'Etat à vaincre le terrorisme d'abord. Sans la sécurité il n'y aura ni développement économique, ni emplois»*, pérorait Benflis. Mais dans la foule des voix ont répondu: *«Nous n'avons pas de terroristes»; «Nous avons le terrorisme de l'administration, la corruption, la hogra [mépris-NdlR]»* (4).

Ce terrorisme de l'administration, c'est le terrorisme de l'Etat bourgeois, la domination ouverte, brutale, de la classe bourgeoise qui ne peut pas, comme dans les grands pays capitalistes, être adoucie, atténuée, camouflée par toute une batterie d'amortisseurs sociaux encore bien actifs, par la redistribution de miettes de l'exploitation des prolétaires et des pillages des pays pauvres, qui permettent de faire fonctionner les mécanismes de la

démocratie et de la collaboration des classes, qui voilent le fossé entre les classes sociales. En Algérie, pays assis sur un lac de pétrole mais qui n'est classé qu'au 100e rang sur 162 pays pour ce qui est du «développement humain» (indicateur censé tenir compte du bien-être des habitants), où les dépenses de l'Etat en matière de santé publique et d'instruction ont diminué tandis que les dépenses militaires ont doublé en une décennie, les inégalités sociales particulièrement criantes ne sont pas dues à la rapacité particulière des bourgeois locaux, mais aux **lois du capitalisme** qui a besoin de sucer jusqu'à la dernière goutte de sueur des prolétaires, de sauver jusqu'aux plus faibles miettes que ceux-ci pourraient espérer, afin de continuer à s'accumuler et à se développer.

C'est dire que les perspectives petites-bourgeoises de **démocratisation** qui sont avancées de tous côtés sont destinées à rester de la poudre aux yeux pour les prolétaires et les masses exploitées. La démocratisation entreprise par le pouvoir après les émeutes de 88 n'a rien changé en ce qui concerne la situation des prolétaires (mais elle a permis à des couches un peu plus nombreuses de petits-bourgeois d'accéder à des charges politiques, élargissant l'assise politique des institutions bourgeoises et donc accroissant leur solidité); cette démocratisation n'a absolument pas empêché les cercles dirigeants de déclencher une sanglante guerre civile destinée à terroriser les masses, qui a fait en quelques années des dizaines de milliers de victimes, comptabilisées comme «terroristes islamistes».

Pouvoir assassin! criaient les manifestants. La classe bourgeoise défend en effet sa domination par la force, par la violence, la terreur, l'assassinat. Elle enseigne ainsi aux prolétaires qu'elle ne cédera qu'à la force et à la violence. C'est la leçon des événements actuels, c'est la leçon des émeutes de 1988, c'est la leçon de toute l'histoire de l'Algérie, qui confirme l'enseignement tiré par le marxisme de l'étude de l'histoire du capitalisme. Mais cette violence révolutionnaire qui seule pourra renverser la classe dominante et sa société pourrie, ce n'est pas la violence aveugle de petits groupes isolés dans les montagnes reculées, c'est la violence de la classe ouvrière productrice de toutes les richesses de la société, entraînant derrière elle la masse gigantesque de tous les opprimés et les déshérités pour exproprier les expropriateurs, pour briser l'Etat qui constitue leur organe de défense, et instituer sur ses ruines sa dictature révolutionnaire.

Ulach smah! Pas de pardon! criaient-ils aussi. Mais les réconciliateurs s'avancent; au nom de l'union nationale, de la lutte contre le chaos, de la démocratie, ils s'emploient et vont s'employer à calmer les jeunes prolétarisés, à détourner leur juste colère à leur profit, pour leurs intérêts propres. Seule l'organisation intransigeante, sur des bases de classe, autour du programme historique du communisme, du parti prolétarien révolutionnaire, pourra éviter que les bourgeois et petits-bourgeois **recupèrent** les poussées de lutte les plus généreuses, et les plus massives. C'est là aussi une leçon de l'histoire de

l'Algérie et du monde.

Les événements actuels illustrent une nouvelle fois l'importance des tensions sociales qui sont à l'oeuvre dans ce pays et qui explosent régulièrement avec une force éruptive impressionnante. Mais ils montrent aussi avec d'autant plus d'ampleur le **besoin impérieux du parti de classe** pour que ces explosions ne se dissipent pas sans laisser de trace. Il n'y a pas de tâche plus nécessaire et plus urgente que de travailler à la constitution de ce parti, internationaliste et international.

Voilà la seule perspective non illusoire, la seule perspective **réaliste**, même si elle ne peut être immédiate que les événements d'Algérie tracent aux prolétaires de ce pays et du monde.

(1) Les Américains lui ont aussi reproché la position algérienne sur la question du Sahara Occidental (pomme de discorde avec le Maroc) et évoqué l'intégration de l'Armée algérienne dans le dispositif de l'OTAN si cette question était réglée. cf «Le Matin», 14/07.

(2) C'est le cas bien sûr du parti social-démocrate FFS qui prétend que le salut de la population dépend d'une intervention internationale, qui multiplie les démarches auprès des grands Etats impérialistes, de l'ONU, de l'OTAN, etc.

(3) cf «Inprecor», mai-juin 2001. Chawki Sahli, dirigeant du PST trotskyste, y écrit que les militants de son parti ont accepté l'abandon de ces revendications «pour la bonne cause, pour ne pas se couper des structures que s'est donné le mouvement réel». Comme toujours l'opportunisme, même d'extrême-gauche, préfère se couper des masses prolétariennes plutôt que des «structures» surtout quand elles expriment des intérêts bourgeois. Les femmes ne sont pas admises dans ces comités.

(4) cf «Le Quotidien d'Oran», 26/7.

A bas le pouvoir assassin! Vive la lutte prolétarienne révolutionnaire!

(Tract du parti, supplément au «prolétaire», N° 457)

Plus de cent morts, des milliers de blessés, une bestiale répression pour terroriser la population, le mépris affiché envers les manifestations même les plus grandes, voilà comment les autorités répondent aux protestations et aux revendications légitimes des jeunes et des masses opprimées de Kabylie et d'autres régions de l'Algérie. Malgré cela elles n'ont pas réussi à faire cesser le mouvement de colère et la détermination des protestataires, comme en témoigne encore la gigantesque marche à Ifri le 20 août.

LA SITUATION DÉSASTREUSE DES PROLÉTAIRES ET DES MASSES

Si l'augmentation et la stabilisation depuis plusieurs mois des prix du pétrole à un niveau élevé remplit les caisses de l'Etat et des bourgeois algériens, cette amélioration non seulement ne retentit pas sur la situation des travailleurs et des masses exploitées, mais elle annonce au contraire une **aggravation de l'exploitation** bourgeoise. En effet, répondant aux besoins impérieux du capitalisme national comme aux pressions des milieux capitalistes internationaux, la bourgeoisie algérienne s'est lancée, comme dans d'autres pays capitalistes peu développés, dans la privatisation des nombreuses entreprises d'Etat constituées autrefois grâce à la rente pétrolière. Souvent peu ou pas assez rentables, ces entreprises constituent un boulet pour le capitalisme algérien qui a besoin de concentrer les investissements sur les secteurs les plus rentables; leur privatisation se solde par la disparition de celles qui ne sont pas compétitives, et leurs prolétaires jetés à la rue, tandis que les autres sont «restructurées» avec ce que cela signifie d'intensification de l'exploitation et aussi de licenciements. Même les entreprises d'Etat qui marchent bien, comme le secteur du pétrole, doivent être ouvertes au capital privé - en l'occurrence étranger - afin de permettre l'investissement de capitaux: elles n'échapperont pas au diktat du capital: **produire plus** avec un **coût moindre**. Les autorités annoncent déjà une nouvelle vague de privatisations et de restructurations dans les mois qui viennent. Selon les déclarations

du ministre de la Participation à la mi-août, une soixantaine de grandes entreprises du secteur public sont en cessation de paiement, menaçant de jeter d'ici quelques mois 200.000 travailleurs à la rue!

Selon les statistiques officielles, **près de la moitié** de la population est au-dessous du seuil de pauvreté (12 millions de personnes, dont 2 millions avec un revenu inférieur à un dollar par jour); la crise du logement atteint une phase aiguë, alors que des logements restent vides; le manque d'eau courante est endémique dans certains quartiers ou certaines localités. Les prix augmentent, alors que les salaires stagnent, quand ils ne sont pas payés avec retard. Alors qu'en dix ans les dépenses militaires de l'Etat ont plus que doublé, les dépenses pour la Santé publique ont baissé de 13 %, tandis que celles pour l'Enseignement ont baissé de 48 %! A l'occasion de la dernière loi de finances, en même temps qu'il allégeait les charges sociales payées par les patrons et supprimait dans les faits le financement des cantines scolaires qui alimentent près de 3 millions d'élèves, le gouvernement a refusé d'instituer une allocation chômage pour les sans-emplois. Pourtant en 2000 (dernières statistiques publiées), le nombre de chômeurs était de 2,4 millions, soit un taux de chômage de 30 % de la population active contre 26,4 % en 1997, en dépit d'un «plan de lutte contre le chômage» qui aurait dû créer 800.000 emplois, mais qui n'a jamais dépassé le stade des déclarations... 85 % des chômeurs sont des jeunes; chaque année de 325 à 350.000 jeunes arrivent sur le marché du travail, et seulement 8 % arrivent à trouver un emploi! En 5 ans (1995-2000) 1500 entreprises ont été liquidées, supprimant 400.000 emplois. Plus généralement, au cours de la dernière décennie, au lieu de créer des emplois, le capitalisme algérien en a au contraire fait disparaître 600.000!

A cette situation désastreuse, s'ajoute l'oppression particulière des bourgeois et de leur Etat contre les femmes, réduites à une situation d'infériorité sociale par le code de la famille, contre les Kabyles dont on ne reconnaît pas la langue, contre les jeunes, au nom d'une réactionnaire idéologie «arabo-islamique» qui n'est que le paravent de l'écrasement des masses et de la préservation des privilèges des bourgeois.

CONTRE L'EXPLOITATION, CONTRE LA MISÈRE, CONTRE LE MÉPRIS, UNE SEULE SOLUTION: LA LUTTE DE CLASSE RÉVOLUTIONNAIRE!

Les manifestants kabyles, jeunes, femmes, travailleurs, ont montré la voie: il est possible de se révolter, de ne pas reculer devant la répression, de chasser les élus corrompus, d'occuper les logements vides, etc. Seule la lutte directe peut faire reculer le pouvoir bourgeois et ses féroces forces de répression. Les protestations pacifiques, les actions parlementaires, les projets de «réconciliation nationale» ou d'«union nationale» avec le pouvoir assassin, ne sont que des impasses pour calmer la colère des masses. Les tentatives de restreindre

le mouvement aux problèmes spécifiquement kabyles ne peuvent qu'empêcher la généralisation de la lutte à tout le pays, nécessaire pour arracher satisfaction sur les revendications les plus élémentaires. Pour être efficace et pour pouvoir s'étendre cette lutte doit se faire sur des **bases de classe**, et non pas sacrifier les revendications des masses dans le but de pas heurter des couches bourgeoises ou petites bourgeoises: celles-ci ne songent qu'à détourner à leur profit la combativité des jeunes et des prolétaires. C'est ce qui se passe aujourd'hui dans la coordination inter-wilayas des Arouch, qui a écarté dans sa plate-forme d'El Kseur la plupart des revendications des masses (en particulier des femmes) et décidé de se cantonner à des manifestations pacifiques; l'interclassisme signifie que les revendications bourgeoises et petite-bourgeoises remplacent les revendications prolétariennes. Les revendications régionalistes interclassistes, comme celle d'un «plan d'urgence pour la Kabylie», sont un leurre pour les exploités et une impasse pour la lutte: ce sont toutes les masses prolétariennes d'Algérie qui ont besoin, non pas de quelques crédits pour engraisser des profiteurs, mais d'un **plan de lutte contre les capitalistes et leur Etat**, pour la défense de leurs intérêts matériels vitaux. Une telle lutte ne peut se faire en commun avec les couches et classes qui n'aspirent qu'à négocier leur place parmi les exploités; elle exige une orientation **prolétarienne**, de classe, contre tous les exploités et leur Etat.

Les capitalistes craignent l'entrée en lutte des ouvriers encore plus que les émeutes des jeunes sans emploi, parce que c'est de l'exploitation du travail ouvrier qu'ils tirent leurs juteux profits et c'est la classe ouvrière qui subit de plein fouet l'oppression bourgeoise. C'est bien pour cette raison que les bourgeois entretiennent une cohorte de syndicalistes corrompus chargés de faire la police dans les usines et que l'Etat les protège. Le développement de la lutte ouvrière est donc l'élément décisif pour faire reculer le pouvoir et obtenir les revendications politiques, économiques et sociales élémentaires qui se posent objectivement:

- Retrait de la gendarmerie de Kabylie! Prise en charge des blessés et des familles des victimes! Levée de l'état d'urgence! Libération des manifestants encore emprisonnés! Reconnaissance de la langue berbère! Suppression de toutes les mesures législatives répressives!

- Abrogation du code de la famille. Pleine égalité des droits entre hommes et femmes! - Revenu minimum pour tous les sans-emplois, égal au salaire minimum; salaire intégral aux licenciés! - Logement pour tous - Accès à l'eau courante et autres commodités de base pour tous - Augmentation générale des salaires, en ligne avec l'augmentation du coût de la vie; pas de salaires inférieurs au salaire minimum; paiement immédiat des arriérés de salaires! Suppression de toute les entraves à l'organisation des travailleurs!

Toutes ces revendications - nous n'avons indiqué que les plus pressantes - ne pourront être arrachés que par un puissant mouvement de lutte contre les

attaques bourgeoises qui vont redoubler, nécessitant l'organisation autonome des travailleurs, y compris pour l'autodéfense, sur des bases de classe, indépendamment des organisations bourgeoises, petites-bourgeoises et de collaboration des classes (comme les saboteurs de l'UGTA).

L'ETAT BOURGEOIS N'EST PAS À DÉMOCRATISER, MAIS À DÉTRUIRE!

A ceux qui rêvent de démocratie, d'Etat de droit, d'égalité entre les citoyens, d'union entre les classes, etc., les bourgeois ont déjà répondu par les balles, par les massacres, par la torture, par le coup d'Etat et la loi martiale. Ce n'est pas le caractère particulièrement brutal et cupide d'une poignée de généraux qui est en cause; mais c'est toute la bourgeoisie, nationale et internationale, qui a besoin d'imposer par une poigne de fer que les masses exploitées acceptent de vivre dans la misère, acceptent le chômage, pour que soit maintenu le taux de profit élevé des secteurs capitalistes modernes. L'Etat sert avant tout à protéger la domination de la bourgeoisie et la bonne marche du capitalisme: ce n'est pas une institution neutre, impartiale, au-dessus des classes, mais l'instrument de défense des bourgeois. Même quand il se «démocratise», comme après les émeutes de 88, il reste l'**adversaire irréductible des prolétaires** et des masses déshéritées, contre lesquels il n'a jamais arrêté sa répression.

Cette répression, ces massacres n'ont pu à la longue empêcher qu'éclate en manifestations ouvertes le mécontentement général - même si, pour le moment, c'est principalement la Kabylie qui est touchée; face à la mise en mouvement des millions d'exploités et d'opprimés, toutes les forces répressives de l'Etat ne pourraient sauver l'«ordre» bourgeois. Aujourd'hui, le pouvoir s'appuie sur le regain du terrorisme islamiste, pour appeler à nouveau la population à s'unir derrière l'Etat, sa police et son armée, supposée la «protéger». La ficelle est trop grosse: chacun sait que les autorités manipulent les bandes terroristes islamistes, et que le plus grand terroriste est en fin de compte l'Etat bourgeois lui-même.

La véritable alternative n'est pas dictature islamiste ou dictature militaire, ni dictature ou démocratie - alternatives intégralement bourgeoises, mais conservation sociale ou révolution, **dictature de la bourgeoisie ou dictature du prolétariat**, capitalisme ou socialisme, résignation à la misère, à l'exploitation et à la répression ou **lutte prolétarienne révolutionnaire** pour en finir avec elles en renversant la bourgeoisie et son Etat.

La voie est longue, mais c'est la seule qui n'est pas illusoire; mais pour cela il est indispensable que les prolétaires d'avant-garde se regroupent, sur la base du **programme communiste, véritablement marxiste**, dans un **parti de classe** révolutionnaire, **internationaliste** et **international**, qui puisse guider la classe ouvrière et les larges masses opprimées dans la lutte de défense

quotidienne contre les bourgeois aussi bien que dans la lutte révolutionnaire générale, étroitement unie à la lutte des prolétaires des autres pays, en évitant les impasses proposées par les faux amis et en déjouant tous les pièges tendus par la classe dominante. C'est à ce travail de réorganisation classiste que nous appelons les prolétaires conscients, car sans leurs propres organisations de classe, sans leur propre parti, les prolétaires sont condamnés à être les jouets des classes exploiteuses.

A bas la bourgeoisie, son système économique et son Etat! Pour la constitution du parti de classe!

Vive la lutte prolétarienne révolutionnaire!

En Kabylie, révolte contre la misère et l'injustice sociale

(«le prolétaire», N° 457, Avril - Mai - Juin 2001)

Tout a commencé le 18 avril par ce qu'on appelle une «bavure policière»: dans un quartier de la localité de Beni Douala, Mohamed Guermah, un lycéen qui avait eu le tort de vouloir protester contre le tabassage de jeunes par des gendarmes est amené au poste, roué de coups et abattu d'une rafale de mitraillette (l'un des gendarmes est lui-même blessé par ricochet). Devant l'indignation face à ce crime et pour étouffer l'affaire, la gendarmerie diffuse 3 jours plus tard un communiqué qui affirme qu'il s'agit d'un «accident» et que la victime était coupable d'«agression» et de «vol». Cette déclaration impudente (décidée en haut lieu car reprise par le ministre de l'Intérieur lui-même) va provoquer l'indignation et la colère dans toute la Kabylie: des manifestations de protestation se succèdent après l'enterrement du lycéen le 23 avril, et elles se heurtent aux forces de la gendarmerie et aux C.N.S. (CRS algériens).

Dès le 25 avril, les tirs à balles réelles et explosives contre les manifestants et contre les habitations sont systématiquement utilisés par les gendarmes dans de nombreuses localités de Kabylie - mais pas dans les 2 plus grandes villes, Tizi Ouzou et Béjaïa, où il n'y a pas eu de morts - à la place des grenades

lacrymogènes, des canons à eau ou des coups de matraques. Les gendarmes ont déclaré à la presse que dans beaucoup de localités ils ont été contraints d'utiliser des armes à feu pour contenir les émeutiers qui s'attaquaient aux gendarmeries - ou qu'ils ont eux-mêmes essuyé des coups de feu de la part de «terroristes infiltrés» dans les manifestations.

Mais selon un responsable de l'hôpital d'Abkou, «90 % des blessés par balles les ont reçues dans le dos»; les gendarmes ont souvent utilisé des armes de précision (Seminov) pour abattre à distance des manifestants; des témoignages précis établissent qu'ils ont parfois achevé des manifestants blessés, se sont livrés à divers sévices, à des actes de pillages et de vols, etc. (1). On ne signale pas de cas de blessures par balles de policiers ou de gendarmes. Tout ceci, lié en outre au fait que les gardes communaux ont été écartés de tout rôle dans le maintien de «l'ordre», indique qu'en haut lieu il avait été décidé de faire couler le sang pour étouffer l'incendie qui embrasait la Kabylie, avec le risque qu'il se propage au reste du pays. D'ailleurs, si le Ministre de l'Intérieur s'est déplacé sur place, le silence pesant du président Bouteflika pendant ces journées tragiques (et son déplacement à l'étranger), montre que les autorités avaient donné la priorité à la répression plutôt qu'à d'éventuelles mesures pour calmer les esprits - ne parlons pas d'accorder satisfaction aux demandes élémentaires des manifestants!

Mais cette répression bestiale ne va pas réussir à faire cesser rapidement les manifestations, elle va au contraire décupler la révolte et l'étendre à toute la Kabylie, où depuis longtemps la population proteste contre les agissements d'une gendarmerie particulièrement haïe, qui symbolise toutes les exactions du pouvoir. Les manifestants s'en prennent aux bâtiments publics et les incendient (à Tizi Rached un jeune kamikaze s'est même lancé contre les gendarmes à bord d'un bus chargé de pneus enflammés), etc.

La colère était telle que les partis politiques berbères qui appelaient au calme ont été complètement débordés; des locaux du RCD - parti démocrate berbère compromis avec le pouvoir - ont été incendiés et ce parti a dû quitter le gouvernement; le FFS, («Front des Forces Socialistes» de Aït Ahmed, moins discrédité que son rival en raison de son opposition en apparence intransigente au pouvoir) a vu lui aussi ses locaux incendiés dans certaines localités (2), en raison de sa transformation en parti de notables. Assumant un rôle de pompier, il n'a eu de cesse d'appeler au calme; il a choisi d'annuler deux manifestations qu'il avait prévues pour canaliser la colère et faire retomber la pression, de peur d'être au contraire impuissant à contrôler les manifestants. Sans préciser la date, le quotidien «Le Matin» fait état d'«une rencontre secrète tenue de nuit entre le président de l'APW, du FFS et des hauts responsables du secteur militaire à Tizi Ouzou» (3), évidemment pour tenter de reprendre le contrôle de la situation. Finalement le FFS organisera sa manifestation soupape de sûreté à Alger, avec l'accord implicite du pouvoir.

Selon des chiffres officiels rendus publics le 17 mai, le nombre des morts

est de 30 ou 33, et le nombre des blessés de 471 (des estimations non officielles avancent un chiffre de 60 morts).

UNE RÉVOLTE SOCIALE, PAS «IDENTITAIRE» OU RÉGIONALISTE

Les partis et les organisations culturelles berbères qui ont vu le jour ou se sont développées depuis le fameux «printemps berbère» d'il y a vingt ans, se sont employés à donner une explication «identitaire» à la révolte et à mettre en avant leurs revendications régionalistes spécifiques. Mais il leur est impossible de masquer les causes sociales de ces affrontements qui sont d'ailleurs clairement affirmées par les manifestants. *«L'injustice sociale, exacerbée par un comportement "abusif" et arbitraire de la Gendarmerie nationale, est à l'origine des émeutes de Kabylie»* écrit le quotidien algérois El Watan: *«Cette fois-ci la revendication identitaire est reléguée au second plan»* (4). C'est pourtant cette revendication identitaire, de nature fondamentalement petite-bourgeoise, que tous veulent remettre au premier plan; les uns pour essayer d'arracher quelques concessions sur ce plan au pouvoir, tandis que de l'autre côté, le pouvoir insiste sur cet aspect pour éviter la contagion de la révolte dans toute l'Algérie.

C'est ainsi que dans son discours télévisé, le Président Bouteflika a fait une petite ouverture en direction des berbéristes en évoquant la possibilité d'un référendum sur la langue Tamazight (berbère). Par contre, pour ce qui est des protestations contre la répression, la seule mesure annoncée a été la création d'une «commission d'enquête indépendante» qui n'est autre chose que de la poudre aux yeux (les organisations kabyles ne s'y sont pas trompées, qui ont refusé de la rencontrer). Et si quelqu'un pouvait encore nourrir des doutes sur les sentiments des autorités, ils ont été dissipés lorsque, quelques jours plus tard, le pouvoir faisait adopter par le Parlement une loi visant à mettre la presse au pas...

AUJOURD'HUI LA KABYLIE, DEMAIN TOUT LE PAYS

L'ordre règne de nouveau en Kabylie et tous les tenants de cet ordre fait de misère, d'exploitation et d'oppression sanglante, vont répétant que les jeunes manifestants sont «morts pour rien», qu'il n'y a rien d'autre à faire qu'à se résigner au maintien indéfini de ce pouvoir assassin, la seule solution étant d'essayer de s'en sortir individuellement - ce qui est en réalité impossible pour l'immense majorité. Mais les sanglants événements de Kabylie sont un symptôme des formidables tensions sociales qui s'accumulent en Algérie. Alors que les cercles bourgeois dirigeants paraissent avoir pour le moment résolu leurs sordides rivalités internes grâce à l'argent du pétrole qui coule de nouveau à flots (5), ils sont bien résolus à ne donner que du plomb aux prolétaires et aux masses si elles font mine de ne pas se satisfaire de leur misère.

Pour contenir le mécontentement croissant et éviter qu'il se traduise par des luttes d'ampleur, ils auront recours à toute la gamme des moyens à leur disposition: le recours aux pompiers sociaux de tout poil (6), aux illusions démocratiques - actuellement bien affaiblies, mais qui pourraient renaître demain -, à la menace terroriste islamique (en partie mis sur pied ou entretenu par des services paramilitaires), etc.

Les bourgeois ne pourront cependant éviter de nouvelles explosions sociales, ils ne pourront éviter éternellement que les grands centres du pays en sortent indemnes. Ils s'y préparent sans aucun doute. Les prolétaires devront s'y préparer aussi en constituant leurs organisations de lutte, en constituant leur parti de classe, s'ils veulent que ces explosions ne restent pas sans lendemain, mais qu'elles débouchent sur la lutte révolutionnaire contre la classe dominante et son Etat et, en étroite union avec les prolétaires des autres pays, sur le renversement du capitalisme et l'instauration de la dictature internationale du prolétariat.

La voie est longue, mais c'est la seule qui fera en sorte que le sang des victimes n'aie pas coulé en vain.

(1) Voir L'enquête du «Matin» («Retour sur événements»), 15/5. Les journalistes écrivent, entre autres, qu'il y eu un usage *«presque systématique dans toute la Kabylie»* des balles explosives, aux effets particulièrement dévastateurs (*«victimes éviscérées, écervelées, aux membres déchiquetés»*). Le règlement interdit, paraît-il, l'usage d'armes à feu pour s'opposer à des manifestations - sauf si un ordre contraire est donné...

(2) cf «Le Matin», repris dans «Courrier International» n° 548 (3-9/5/1).

(3) «Le Matin», 15/5.

(4) «El Watan», 13/5. Le journaliste cite par exemple un jeune manifestant qui affirme: *«Nous n'avons pas manifesté pour Tamazight, mais contre le chômage, l'injustice sociale et la Hogra (le mépris- ndlr)»*.

(5) Le gouvernement a ainsi créé un fonds de régulation des recettes excédentaires qu'il gère de façon discrétionnaire, officiellement pour résorber l'endettement, mais sans aucun doute pour redistribuer cette manne aux différents clans. Pour 2000 cette juteuse cagnotte a été estimée à 250 à 300 milliards de francs. Cf «Le Monde Diplomatique», mars 2001.

(6) Un représentant de cette triste engeance - le Secrétaire général du syndicat autonome des enseignants (SATEF) s'est exprimé au Congrès du SGEN (17/5), où il a affirmé que si le calme est revenu en Kabylie, *«c'est parce que nous, syndicats et autres organisations pacifiques, avons tout fait pour calmer la situation. Nous nous organisons en comités de villages, nous multiplions les appels au calme pour empêcher d'autres morts. (...) En tant*

qu'enseignants, nous pouvons influencer sur les jeunes. Nous menons un combat pacifique contre la dictature au pouvoir. Mais les jeunes, sans travail, sans avenir, qui se sentent humiliés et sont désespérés, en ont assez des discours pacifiques. Ils veulent des armes pour lutter contre une dictature qui, elle, ne connaît qu'une seule logique: comment conserver le pouvoir?».

Ces comités de village, rassemblant les notables, se sont généralisés et se sont affirmés comme interlocuteurs du pouvoir. La presse a relaté que les jeunes manifestants étaient tenus à l'écart de ces comités. Voir dans «Le Matin» du 14/5 le cas de Béni Douala où les jeunes apostrophaient les notables du comité: «Lorsqu'on nous tirait dessus, vous étiez confinés à un rôle de spectateur et aujourd'hui vous prétendez nous représenter? La balle est désormais dans notre camp et quelles que soient les décisions que vous prendrez, elles seront caduques; de toute façon, la rue nous appartient». C'est le fossé de classe qui apparaît ici, au moins embryonnairement. Pour éviter que les forces bourgeoises reprennent le contrôle des situations, il ne suffira pas que la rue «appartienne» aux jeunes prolétaires (c'est-à-dire un puissant mouvement spontané): il faudra aussi qu'ils apprennent à **s'organiser** sur des bases **de classe**, pour diriger ce mouvement spontané vers sa transformation en lutte révolutionnaire anticapitaliste.

Crise politique et sociale en Algérie

(«le prolétaire», N° 446, Sept. - Oct. - Nov. 1998)

Les affrontements entre clans bourgeois ont atteint une acuité sans précédent au cours des dernières semaines, au point de s'étaler pour la première fois sur les colonnes de la presse algérienne.

Le général à la retraite Bechtine a été depuis cet été la cible d'attaques virulentes dans la presse. Cet ancien chef de la sinistre Sécurité Militaire, qui a amassé une fortune dans les affaires (il est surnommé Monsieur import-export), était l'un des hommes les plus puissants d'Algérie: ministre conseiller de la présidence, il était dans l'ombre le parrain du président Zéroual. En début d'année il s'est fait nommer à la direction du R.N.D. (Rassemblement National

Démocratique), parti créé pour remplacer le FLN en déliquescence comme parti du pouvoir en place. Il était connu que Bechtine rencontrait l'hostilité d'autres clans regroupés autour du chef d'état-major et du chef des services secrets; ses efforts pour faire du RND le parti du clan présidentiel et pour tisser une alliance politique avec les islamistes modérés du parti Hamas ont probablement alarmé les autres clans existants. Chaque grande famille bourgeoise algérienne a en effet son ou ses représentants parmi les officiers supérieurs de l'armée qui est le véritable centre du pouvoir. Les rivalités entre bourgeois, quand elles atteignent une certaine intensité, ne peuvent manquer d'avoir un retentissement au sein de l'armée. Le principe de l'unité des Forces armées, qui a servi de dogme au pouvoir politique depuis l'indépendance, n'a jamais empêché les affrontements ni les règlements de compte, souvent violents. Mais il est maintenant ouvertement battu en brèche: la campagne de presse contre Bechtine, accompagnée comme à chaque crise politique par une recrudescence d'attentats meurtriers, a dans un premier temps débouché sur la démission du président Zéroual et la perspective d'élections présidentielles anticipées. Après ce premier succès, la campagne contre le clan présidentiel a pris de l'ampleur, prenant également comme cible le ministre de la Justice, le Gouverneur d'Alger, etc.: dans le déballage général et le flot d'accusations qui ont été portées sur la place publique, outre celles de vols, d'escroqueries et des frasques diverses, les lecteurs de la presse algérienne ont pu ainsi apprendre l'existence d'au moins 300 commandos de la mort pour la région centre (Alger) - dont bien entendu les assassinats sont mis au compte des islamistes -, le lien du parti R.C.D. (parti berbère anti-islamiste dit démocratique) avec les services secrets, ou le fait que Bechtine en personne, alors chef de la Sécurité Militaire avait dirigé les tortures de jeunes manifestants lors des émeutes de 89. On commençait même à voir apparaître des témoignages sur le truquage des dernières élections...

Bechtine était finalement contraint de démissionner de ses responsabilités officielles à la mi-octobre en même temps que le ministre de la Justice, mais le gouvernement répliquait par le blocage des quotidiens El Watan et Le Matin. Par solidarité les autres quotidiens indépendants ont alors cessé de paraître; au moment où nous écrivons cette «grève» dure depuis presque 15 jours. Au sein des cercles militaires, selon les rumeurs, la division règne sur le nom de celui qui sera «démocratiquement élu» lors de la prochaine élection présidentielle. Si ces divisions sont souvent présentées sous un habillage politique (le clan Bechtine est dit islamico-conservateur, celui des Services Secrets démocratico-républicain, tandis que le chef d'état-major fait profession d'anti-islamisme intransigeant), il faudrait être bien naïf pour croire au sérieux de ces positions politiques; la réalité est beaucoup plus sordide: la lutte pour le pouvoir est en réalité le reflet d'une foire d'empoigne pour se tailler (ou conserver) une portion de la manne pétrolière, pour profiter de la vague des privatisations pour racheter à vil prix des entreprises ou des terrains. Et cette

foire d'empoigne est d'autant plus vive que l'effondrement des cours du pétrole depuis un an a réduit fortement cette manne.

En arrière plan de ces féroces rivalités, il y a aussi les divers impérialismes concurrents qui sont irrésistiblement attirés par l'or noir algérien. L'impérialisme français a eu le sentiment qu'il perdait du terrain: des annonces tapageuses d'investissement par l'Italie, l'Espagne, la Corée ont été faites (mais par la suite elles ne sont pas concrétisées); les américains, qui pour la première fois ont organisé quelques manoeuvres militaires avec les algériens, ont renforcé leur poids commercial et politiquement ils ont appuyé ouvertement le président Zéroual. Les mesures contre l'usage de la langue française et son enseignement prises par le régime ne lui ont sans doute guère plu. Il s'est donc efforcé de revenir au premier plan. Il y a quelques mois une visite du CNPF en Algérie est venue renouer des fils distendus et tester les opportunités du marché local. Enfin il ne peut qu'être satisfait par la défaite politique actuelle du clan présidentiel. Ce changement de climat politique est probablement à l'origine d'une déclaration très peu diplomatique de l'ambassadeur américain qui, le 10 octobre, a affirmé que les Etats-Unis «portent un intérêt plus grand pour l'Algérie. Nous voulons développer les relations entre les deux pays (...). Les Etats-Unis ne veulent pas caricaturer la société [algérienne] comme le font les français» (1).

LA MONTÉE DES TENSIONS SOCIALES

Depuis de nombreux mois la situation des prolétaires et des masses algériennes n'a cessé de se détériorer. Selon ce qui ressort des chiffres officiels, c'est depuis 1995 que le niveau de vie de la population s'est fortement dégradé, et surtout celui des couches les plus pauvres: cela correspond à la suppression des subventions aux produits de consommation courante et au renchérissement des produits importés par suite de la dépréciation de la monnaie, deux mesures qui répondent à la politique de rétablissement des équilibres financiers de l'Etat sur le dos des travailleurs et des masses. De 1988 à 1995 les revenus des salariés du bâtiment ont augmenté de 56,6 %, ceux de l'industrie de 112 %, ceux des services de 183 % (il s'agit du revenu moyen de **tous** les salariés: nous n'avons pas d'indications sur les variations entre hauts et bas salaires). Mais les prix des denrées alimentaires ont dans le même temps augmenté de 325 %, ceux du logement de 267 %, ceux de l'habillement de 256 %, ceux de la santé de 320 %, etc. Les augmentations sont plus spectaculaires encore pour certains produits de première nécessité: le lait et les produits laitiers ont augmenté de 1083 % entre 1990 et 1996, la baguette de pain de 919 %, la volaille n'augmentant que (si l'on peut dire!) de 571 %! (2).

En même temps les licenciements n'ont cessé de prendre de l'ampleur, au fur et à mesure que les entreprises non rentables étaient liquidées. En 1997, 333 entreprises publiques ont été dissoutes, provoquant le licenciement de 46

à 50.000 travailleurs. Dans la sidérurgie, la Sider, l'entreprise phare, a «compressé» (selon l'euphémisme utilisé pour dire: licencié) 8.000 travailleurs sur un total de 18.000. Au cours de cette année les licenciements ont continué et les cas de travailleurs sans ressources ont défrayé la chronique. Le syndicat UGTA a fort à faire pour calmer les prolétaires. Déjà il y a quelques mois il avait annulé une grève générale parce que le président Zéroual allait se faire soigner à l'étranger! Dès l'annonce de la démission du président, il s'est empressé d'annoncer qu'il ajournait une nouvelle fois la grève générale jusqu'aux élections présidentielles (qui doivent avoir lieu dans les 6 mois). Cependant malgré tous les efforts de l'UGTA des conflits éclatent cependant. Dans les dernières semaines, cela a d'abord été la grève d'Air Algérie, puis la grève des enseignants et la grève illimitée des postiers. Fin septembre les travailleurs de la cokerie de la SIDER débrayaient et fin octobre une marche des travailleurs de la SIDER et de la SNVI était organisée à Annaba. La couche intermédiaire des bureaucrates syndicaux est en position délicate, prise en tenaille entre la colère des travailleurs et la direction de l'UGTA; on voit ainsi les responsables syndicaux de la SIDER dénoncer la direction syndicale comme «*compromissioniste*» (et celle-ci refuser de leur laisser utiliser les locaux de l'Union territoriale) et menacer de déclencher une grève illimitée «*si le gouvernement ne prend pas sérieusement en charge notre dossier*» (3).

LA BOURGEOISIE REDOUTE LA LUTTE PROLÉTARIENNE

Pour empêcher ou paralyser ce qu'elle redoute avant tout, la lutte ouvrière, pour prévenir une explosion sociale semblable aux émeutes d'octobre 88, la classe dirigeante algérienne ne s'appuie pas seulement sur l'UGTA. Elle **utilise** également la terreur des attentats islamistes; quand elle n'organise pas elle-même des prétendus attentats ou qu'elle ne les laisse pas s'organiser en toute impunité (4), elle arme et encadre des bandes de «patriotes» qui sèment eux aussi la terreur et multiplient les exactions. C'est une grossière erreur de voir ce qui se passe aujourd'hui en Algérie comme une lutte pour le pouvoir entre guérilleros islamistes et armée; en réalité l'armée se contente de protéger les installations névralgiques du pays et de lancer de temps à autre des opérations spectaculaires de ratissage dans les zones de maquis. La violence islamiste, qui frappe des populations sans défense et ressemble toujours plus à du pur banditisme, sert en fait d'exutoire à la violence potentielle des masses énormes de jeunes à qui le capitalisme algérien rachitique est incapable de fournir un travail.

La classe dominante utilise aussi la division entre berbères (kabyles) et arabes. Les lois sur l'arabisation qui sont entrées en vigueur au printemps avaient pour but de redonner une certaine popularité à un gouvernement haï pour sa politique antisociale. Les populations berbères ont ressenti ces lois comme une attaque directe contre elles, et ce sentiment s'est renforcé lorsque

le très populaire chanteur Matoub Lounés, héraut de la cause berbère, a été abattu quelques jours avant l'entrée en vigueur de ces lois. Le meurtre a été attribué aux islamistes, mais la population en a accusé le pouvoir et pendant plusieurs jours des émeutes ont éclaté en Kabylie. Il est significatif que le président français Chirac ait condamné cet assassinat avant les autorités algériennes: celles-ci ont tout d'abord menacé de déchaîner la répression si les émeutes continuaient, et elles n'ont condamné le meurtre du bout des lèvres qu'au bout de plusieurs heures. Le sentiment d'hostilité, ravivé par les autorités, chez les arabophones envers les kabyles explique probablement tout autant que l'interdiction gouvernementale et l'opposition du syndicat UGTA, l'échec de la grève et de la manifestation prévue alors à Alger en protestation contre cet assassinat, la répression en Kabylie et les lois sur l'arabisation.

Les difficultés que doivent affronter les prolétaires algériens ne sont donc pas minces. Face à ces difficultés ils ne peuvent pas compter sur une pseudo-opposition de bureaucrates au sein du syndicat anti-prolétarien UGTA. Ils ne peuvent pas non plus compter sur des partis comme le Parti des Travailleurs (trotskyste «lambertiste» comme son homonyme français) qui ne trouve rien de mieux à l'annonce du départ anticipé de Zéroual que de lancer un appel à celui-ci pour qu'il ramène «la stabilité ou au moins l'amorce d'une solution dans ce sens» dans les mois qu'il lui reste (5), ou les différents partis «démocratiques» qui sont tout aussi étrangers que le PT aux intérêts prolétaires.

Comme les prolétaires de tous les continents, ils ne pourront compter que sur leurs propres forces pour se défendre contre les attaques du capitalisme algérien, de son Etat, de ses bandes armées, contre le front uni de tous les adversaires de la lutte ouvrière. Mais comme les prolétaires du monde entier ils ont la possibilité de résister et de vaincre, dès qu'ils auront la force de retrouver la voie de la lutte de classe, la voie de la reconstitution des organisations de lutte classiste et du parti révolutionnaire international: perspective qui ne peut être concrétisée du jour au lendemain, mais qui est la seule possible pour échapper à la misère, à l'exploitation et à la terreur bourgeoises.

(1) cf «El Watan», 13/10/98.

(2) Ibid., 28/9/98.

(3) Ibid., 14/10/98.

(4) cf «Le Prolétaire» n° 441 (juillet-août-sept. 97). La privatisation de la terre (3 millions d'hectares sur un total de 8 millions) concerne la région agricole la plus riche du pays (plaine de la Mitidja): Les premiers massacres dans la région avaient coïncidé avec l'annonce de la privatisation. Il est intéressant de citer

ce qu'écrit avec les précautions d'usage, un hebdomadaire parisien: «une partie des tueries, qui se concentrent dans la Mitidja, procède d'un stratagème qui viserait à vider de leurs populations les terres les plus riches de la plaine et à les déclarer en friche ou abandonnées. Leurs redistributions et leurs reventes pourraient alors profiter à certains propriétaires terriens ou à des investisseurs et spéculateurs immobiliers plus ou moins proches du pouvoir. (...) Ce scénario à la brésilienne (...) supposerait la complaisance, voire la complicité de certains clans du régime algérien. Une analyse qui s'appuie également sur l'avènement depuis 1996 en Algérie du corps des Gardes communaux et des groupes d'autodéfense dans les villages et les bourgs de la plaine de la Mitidja, et dans les 4 coins du pays et qui, pour certains d'entre eux et dans certaines zones, sont dirigés par de véritables seigneurs de la guerre. (...) Entre les anciens propriétaires, notamment les petits paysans algériens (...) et les actuels bénéficiaires, par usufruit, des terres étatisées, intéressées au plus haut point par la vente des terres, la tension ne cesse de monter. Paysans fonctionnarisés mais également dignitaires de la nomenklatura, propriétaires de fait de certaines grandes fermes collectives - dont le fameux domaine Bouchaoui aux portes d'Alger, véritable Eldorado (...) partagé depuis 1965 entre quelques familles d'anciens ou d'actuels hauts responsables - ne veulent à aucun prix lâcher prise». Nombre de ces profiteurs ont intégré le parti présidentiel RND et leurs représentants ont «investi la commission économique chargée, entre autres, d'étudier... la loi sur la privatisation des terres agricoles» cf «Marchés tropicaux et méditerranéens» n°2201 (10/10/97).

(5) cf l'interview de Louisa Hanoune, dirigeante du P.T., à «El Watan» du 21/9/98, titrée par le quotidien: «Zéroual ne peut pas partir avant d'avoir traité les dossiers urgents». On peut y lire que les 7 et 8/5/98 le P.T. avait organisé une «conférence pour la paix et la fraternité afin que s'instaure la démocratie [amen!], et c'est aussi la raison pour laquelle nous nous adressons aujourd'hui au président pour qu'il convoque un congrès regroupant les partis et les institutions y compris les corps constitués, les personnalités influentes, pour dégager les voies et les moyens de restaurer la paix immédiatement». Sans commentaire...

Le rideau de fumée électoral n'a pu camoufler longtemps le dilemme: lutte ouvrière ou misère capitaliste

(«le prolétaire», N° 435, Février - Mars - Avril 1996)

Les élections présidentielles de novembre ont été sans conteste une grande victoire pour les autorités algériennes. Le FLN et le FFS, signataires des accords de Rome (accords signés aussi par le FIS et qui appelaient le pouvoir à la négociation avec les islamistes), avaient décidé de boycotter ces élections, ce qui risquait de les vider de leur sens: ces deux partis étaient en effet, avec le FIS dissous, les formations politiques qui avaient obtenu le plus de suffrages lors des élections de 91 annulées par le coup d'Etat militaire. Les islamistes appelaient également au boycott, avec menaces de représailles pour ceux qui participeraient au vote.

Malgré tout le pouvoir a réussi son pari; même si les chiffres officiels de la participation et du nombre de suffrages obtenus par le candidat militaire (Zéroual) sont peu crédibles (75% de participation, plus de 60% des voix pour Zéroual), il est indéniable que les électeurs en Algérie, après ceux en France, se sont déplacés nombreux pour aller voter. Les autorités avaient bien préparé leur affaire. Des candidats d'opposition avaient été autorisés pour donner de la crédibilité au scrutin en attirant les électeurs des partis boycottants: le parti berbère RCD de Saïd Sadi (qui a toujours été proche des cercles militaires) rêvait ainsi de récupérer le poids électoral du FFS, tandis que les «islamistes modérés» de Nahnah (le Hamas) avait le même objectif par rapport au FIS. La candidature de l'ancien premier ministre Redha Malek qui aurait pu attirer les caciques du FLN et certains clans de l'armée avait par contre été écartée. La censure et les menaces sur la presse s'étaient renforcées tandis qu'une impressionnante mobilisation militaire (le chiffre de 300.000 hommes a même été avancé!) avait pour but de donner un sentiment de sécurité aux électeurs. Ce sentiment de sécurité a été renforcé par une trêve des attentats, sans que l'on puisse connaître les raisons de celle-ci.

Appelés à s'exprimer directement et «librement» pour la première fois depuis le coup d'Etat, les électeurs algériens ont répondu positivement, légitimant le pouvoir en place qui a pu ainsi effacer en quelque sorte les

élections avortées de 91 remportées par le FIS. Il est probable que les promesses d'une amélioration de la situation, tant pour ce qui est des conditions matérielles de vie que pour ce qui est de la guerre civile larvée et de la répression, ont compté pour beaucoup dans ce vote. La télévision et les journaux n'ont pas cessé de faire état de succès militaires dans la chasse aux maquis islamistes et de redditions continues aux autorités de repentis, tandis que les rivalités entre groupes islamistes se sont soldées par de nombreux assassinats. Les promesses d'organiser rapidement des élections législatives et d'aller vers une politique de réconciliation ont aussi sans aucun doute séduit une partie non négligeable de l'électorat en faisant miroiter une issue sans douleurs au blocage politique actuel. Les promesses d'amélioration de la situation des masses, que ce soit par le retour de la manne pétrolière ou par de futurs résultats positifs d'une nouvelle politique économique, ont probablement joué aussi. Enfin n'oublions pas le réflexe nationaliste anti-français que le pouvoir - pourtant soutenu par l'impérialisme tricolore! - a su habilement faire jouer en sa faveur en refusant sèchement de rencontrer Chirac à l'occasion des cérémonies d'anniversaire de l'ONU à New-York. Mais une fois passées les élections, le rideau de fumée s'est inévitablement peu à peu dissipé pour laisser place à une réalité bien différente.

Le «bon» déroulement des élections a ébranlé les forces de l'opposition bourgeoise et petite-bourgeoise, inquiètes de se voir marginalisées et écartées d'une éventuelle recomposition politique. Les premiers signes sont venus du... FIS dont les représentants à l'étranger ont reconnu la légitimité acquise par Zéroual et ont appelé à des négociations. Le FLN ensuite a entamé un processus de rapprochement avec le pouvoir dans le but de redevenir le parti gouvernemental. Le FFS, de son côté, semble avoir les plus grandes difficultés pour définir son attitude.

Le pouvoir, possédant donc pratiquement toutes les cartes en main, a choisi de ne rien faire. Un nouveau gouvernement a été formé, constitué de proches de Zéroual avec quelques strapontins accordés à des islamistes. Les élections législatives ont été renvoyées à plus tard. Les pressions sur la presse se sont encore renforcées avec l'institution de comités de lecture dans les imprimeries et les punitions contre les journaux publiant des informations qui déplaisent aux autorités. Le cycle infernal des attentats et de la répression bestiale a repris de plus belle, même si seuls les attentats les plus spectaculaires et les plus meurtriers arrivent à percer la chape de plomb de la censure.

Sur le plan économique les accords avec le FMI et la finance internationale ont permis à l'Etat algérien de recevoir des crédits importants en contrepartie de l'ouverture des gisements pétroliers aux investisseurs occidentaux, pour l'instant dans le cadre d'accords de «joint-venture», c'est-à-dire en association avec la société algérienne d'Etat Sonatrach. Les firmes pétrolières occidentales ne semblent en effet pas effrayées par la situation intérieure algérienne: la société italienne AGIP, l'espagnole CEPESA, l'américaine Mobil extraient d'ores

et déjà du pétrole; la britannique BP vient de signer un très gros contrat de 3,5 milliards de dollars pour la production de gaz, tandis que de futurs accords seraient en négociation avec des firmes américaines et françaises: il est vrai que d'une part l'armée algérienne a jusqu'à présent pratiquement réussi à empêcher des actions islamistes dans les gisements pétroliers sahariens et que d'autre part les islamistes ont pour l'instant évité de s'attaquer aux intérêts anglo-américains - à la grande fureur des impérialistes français qui y voient la preuve d'une «collusion» de ceux-ci avec les islamistes dans le but de les éjecter d'Algérie!

Selon les «recommandations» des experts du FMI la «libéralisation» de l'économie devrait s'accélérer sous le nouveau gouvernement avec tout ce que cela signifie d'attaques contre la classe ouvrière et les masses déshéritées: suppression de subventions aux produits de première nécessité, liquidation d'entreprises d'Etat insuffisamment rentables, ventes au privé de celles qui peuvent intéresser des investisseurs lorsqu'il y en a, et de toutes façons une amélioration de la productivité de toutes par réduction du personnel et augmentation de l'exploitation, dévaluation de la monnaie qui provoque une hausse des prix de nombreux produits et marchandises de consommation courante. Bon nombre des entreprises algériennes seraient incapables de résister à la concurrence internationale provoquée par l'ouverture des frontières qui est l'objectif classique du FMI et par ailleurs une ouverture rapide porterait un coup sévère aux réseaux d'importations liés aux cercles dirigeants: c'est pourquoi le FMI semble avoir transigé sur ce point qui touche trop aux intérêts de la nomenklatura au pouvoir. Les masses algériennes continueraient donc à connaître encore longtemps des prix absurdemment élevés et des biens de consommation rares pour engraisser des couches purement parasitaires d'intermédiaires d'Etat ou de trafiquants du marché noir.

Bourgeois algériens et financiers internationaux sont donc tombés d'accord pour pressurer davantage encore les prolétaires. L'inflation aurait été de 31,7 % en 1992, 20,5 % en 1993 et 32,8 % en 1994, après la dévaluation de 40 % du dinar (chiffres du FMI); mais cette même année, les prix des produits alimentaires avaient augmenté de 46% en moyenne et de 110% pour les laitages. L'inflation qui s'était encore accélérée pendant les premiers mois de 95, serait finalement de 28% - seulement, si on peut dire! - pour l'année, mais elle est sans aucun doute supérieure pour des produits essentiels comme le pain ou le lait: en 5 ans le prix du pain a bondi de 1 à 7 dinars et celui du litre de lait de 1,5 à 18 dinars! Le taux de chômage est estimé à 22 % par le FMI, mais des estimations plus réalistes parlent de 30 % et chez les jeunes citadins le chômage est endémique. Pourtant les mesures d'assainissement et de libéralisation économique préconisées par les autorités devraient se traduire par le licenciement de dizaines de milliers de travailleurs (le chiffre de 200.000 est cité). D'autre part, en dépit de l'inflation galopante dont nous venons de parler, le salaire de centaines de milliers de travailleurs n'est payé par leurs

entreprises qu'avec des retards pouvant atteindre plusieurs mois: les autorités ont reconnu que plus de 160.000 travailleurs du bâtiment (sur un total de 700.000) ne sont plus payés depuis plusieurs mois (par exemple les travailleurs de l'ECTA sont en grève depuis le mois de décembre pour toucher leurs salaires, impayés depuis juin).

GRÈVE GÉNÉRALE DE LA FONCTION PUBLIQUE

Devant le mécontentement et les grèves des travailleurs de ces entreprises, le gouvernement crut trouver une manoeuvre habile: il décida, au nom de la «*solidarité nationale*» une réduction de tous les salaires des employés des entreprises d'Etat dans le but de payer avec les sommes économisées les arriérés de salaire. Il pensait faire passer de cette façon la réduction de la masse salariale demandée par les milieux financiers internationaux dans le cadre des plans d'«assainissement» et d'«ajustement» du capitalisme algérien, en en faisant porter la responsabilité sur une partie de la classe ouvrière! La mesure gouvernementale prévoyait de diminuer de 4% en moyenne le salaire de deux millions et demi de travailleurs à partir d'un plancher de 6000 dinars (environ 700 FF) par mois: une journée de retenue de salaire pour les salaires compris entre 6000 et 10.000 dinars, deux jours de retenue pour les salaires supérieurs à 10.000 dinars, etc. On peut juger ce que vaut l'affirmation gouvernementale de ne pas toucher les bas salaires (le salaire minimum légal est de 4000 dinars) en rappelant qu'il y a trois ans le seuil de pauvreté avait été fixé à un revenu de 7000 dinars...

La mesure gouvernementale a provoqué une vague d'indignation parmi les prolétaires. L'argument de la solidarité nationale a été particulièrement mal ressenti car les journaux venaient de révéler qu'alors que les arriérés de salaire se montent à un total de 21 milliards, la fraude fiscale et l'évasion de capitaux commis par les bourgeois était évaluée à 400 milliards de dinars: voilà ce que signifie «*solidarité nationale*» pour les bourgeois...

Parmi les protestations, les journaux ont parlé de celles des dockers d'Alger qui avaient déjà connu une baisse de salaire 500 dinars en 95, et celle des travailleurs de l'usine d'automobile de Rouiba (zone industrielle d'Alger) qui se mettaient spontanément en grève. Selon un quotidien algérois: «*il a fallu l'intervention de l'organisation syndicale pour calmer les choses et fixer un délai d'une semaine à la centrale syndicale pour décider d'une action commune*» (1). Cela fait des mois que les dirigeants de l'UGTA parlaient de déclencher une grève générale (ou des grèves sectorielles comme chez les cheminots), mais ils en parlaient d'autant plus qu'ils voulaient à tout prix l'éviter après avoir signé avec le gouvernement un accord de gel des salaires. Face au mécontentement des travailleurs ils avaient déjà été contraints, après de longs attermolements, d'appeler au mois de juin à une grève des travailleurs du pétrole, en l'orientant dans le sens de la défense de l'entreprise (la Sonatrach,

filialisée, et qu'isera peut-être partiellement privatisée pour satisfaire les appétits du capitalisme étranger). Ils n'avaient plus maintenant de possibilité de reculer et ils durent lancer le mot d'ordre de grève générale de la Fonction Publique (dont font partie la très grande majorité des prolétaires algériens), d'autant plus que les syndicats autonomes venaient de lancer un appel à la grève.

Pendant 48 heures le pays a été profondément affecté par ce qui a été la plus grande grève de l'histoire de l'Algérie. Le mouvement a été très largement suivi, aussi bien dans les grands centres industriels d'Alger, Arzew, Skikda, Constantine ou Annaba, dans les transports (trains, bus, avions), que dans les administrations (et même à la télévision) ou dans le secteur pétrolier et l'électricité. Le succès de la grève a été certainement facilité par le sentiment d'unanimité né de la condamnation par tous les partis et les journaux des diminutions de salaire. Mais en dépit de cette ambiguïté, la capacité des prolétaires à entrer en grève en dépit du climat de terreur provoqué par la répression sauvage des forces militaires et paramilitaires gouvernementales ainsi que par les terribles attentats islamistes, est cependant de bon augure pour l'avenir. C'est la démonstration en pratique qu'il existe une autre voie que la résignation devant l'ordre établi ou l'impasse sanglante de l'intégrisme réactionnaire, la voie de la reprise de la lutte prolétarienne.

Cette voie n'est cependant pas facile et les travailleurs ne peuvent avoir aucune illusion dans l'UGTA. La direction du syndicat n'a pas changé de nature après son appel à la grève; si elle affirme avoir décidé d'une nouvelle grève, elle s'est bien gardé d'en fixer la date. Il ne s'agit pour elle que de faire retomber la pression et laisser au gouvernement le temps de trouver une solution plus commode pour continuer ses attaques anti-prolétariennes. En outre l'arrestation de certains militants syndicaux correspond aux avertissements plusieurs fois répétés de la bonzerie contre les militants coupables d'accorder une oreille attentive aux revendications des prolétaires: *«Il ne suffit pas de refuser pour refuser. Il est impératif que le refus soit soutenu par une culture économique qui arme le militant syndicaliste et lui permet d'affronter la situation de crise, de présenter l'alternative et de mobiliser les travailleurs, sur la base d'un programme et d'une ligne claire loin de l'aventurisme et du tapage»*. Pour ceux qui sont en désaccord, il restera à *«assainir nos rangs (...)»*. Ainsi l'organisation syndicale peut lever la couverture syndicale sur quiconque, parmi nous, qui instrumente l'action syndicale dans le but de provoquer le mécontentement et la colère pour les retourner contre l'UGTA (...)» (2). Ce genre de déclarations vise à mettre au pas les quelques responsables syndicaux intermédiaires (comme à Alger ou Tizi-Ouzou) qui, parce qu'ils ressentent directement la colère prolétarienne, poussent la direction à prendre une attitude plus indépendante par rapport au pouvoir et à refuser de signer le pacte social proposé par le gouvernement sans avoir quelques contreparties à présenter aux travailleurs. Ce n'est pas cette voie que peut prendre l'UGTA. Après avoir discuté avec le gouvernement, elle vient d'annoncer le retrait de

sa «décision» d'organiser une nouvelle grève: en effet le gouvernement a consenti à relever à 10.000 dinars le plancher pour les retenues de salaire; en outre ces retenues sont transformées ... en «emprunts» obligatoires souscrits par les travailleurs!

Les prolétaires algériens sont sans aucun doute dans une situation difficile; les baisses de salaire et les augmentations du chômage subies ces dernières années ne sont qu'un avant-goût de ce que leur réservent les capitalistes locaux et internationaux. La voie réactionnaire du terrorisme islamiste, qui a de nombreux partisans parmi la masse énorme des chômeurs et des déshérités désespérés, est encore un obstacle sérieux pour que la volonté de lutter contre une situation intolérable et la haine envers les privilégiés, nourries par l'acuité des contradictions sociales, se traduisent dans le développement de l'action revendicative et de la lutte prolétarienne. La sauvagerie de la répression étatique a pour fonction d'intimider les prolétaires en leur montrant ce qu'ils risquent s'ils s'avisent de s'attaquer à la classe dirigeante et à ses institutions. Mais la solution bourgeoise de conciliation des intérêts divers dans le mécanisme démocratique électoral s'est révélée être une pure illusion. Les élections ont été un succès, Zéroual a été élu et le pouvoir a aussitôt redoublé les coups contre les prolétaires. Le rideau de fumée électoral une fois dissipé, il ne reste plus que l'alternative réelle: ou reprise de la lutte prolétarienne, ou résignation permanente à la misère croissante et à l'horreur grandissante de l'exploitation capitaliste. La grève des 13 et 14 février est le premier signe que les prolétaires algériens commencent à en être conscients.

(1) D'après «Le Matin», cité par «Lutte Ouvrière» n°1441 (16/2/96).

(2) Déclaration de Benhamouda à la commission nationale exécutive de l'UGTA, «La Nation», 6/6/95.

Seule la classe prolétarienne pourra mettre fin à la misère et à l'exploitation en abattant le capitalisme et l'Etat bourgeois!

(«le prolétaire», N° 414, Janvier - février 1992)

L'intermède démocratique a donc pris fin, comme il avait commencé, sur décision des plus hautes instances de l'Etat et tout particulièrement de l'état-major de l'armée.

Le processus démocratique va continuer, disait Sid Ahmed Ghazali en prenant cet été la tête du gouvernement; et il promettait des élections «libres et honnêtes».

Mais le résultat des votes n'étant pas conforme aux prévisions, ces élections sont annulées; l'ancien chef du «parti de la révolution socialiste», soudainement tiré de son exil et promu à la tête de l'Etat bourgeois pour défendre ceux qu'il critiquait hier, décrète l'état d'urgence pour un an « au moins». Mais le processus démocratique continue et les libertés individuelles sont maintenues, assure Boudiaf - à condition de ne pas s'opposer au Haut Comité d'Etat, de ne pas troubler l'ordre public, de ne pas porter atteinte à l'économie nationale par des grèves, etc.

Les généraux-major et les bourgeois affairistes algériens ont une nouvelle fois démontré que l'essence de l'Etat bourgeois se réduit à des **détachements d'hommes en armes** (Engels), et que démocratique ou non, le régime capitaliste n'est rien d'autre que la **dictature de la bourgeoisie** (Lénine).

Le gouvernement Chadli-Ghozali a correspondu à la recherche sinon d'un compromis en bonne et due forme, du moins d'un **modus vivendi** avec le Front Islamique du Salut. Chadli avait refusé la dissolution du FIS demandée par certains militaires; après l'arrestation de sa direction Madani, le pouvoir avait tenté sans succès de faire émerger une direction modérée du mouvement islamiste. Ghazali avait tenté de se distancer des caciques du FLN et il avait multiplié les avances aux démocrates. Cependant les autorités ont joué dans ces élections la carte du FLN, seul rempart possible au FIS et au danger intégriste.

Le tremblement de terre du premier tour des élections a fait s'effondrer tous les calculs politiques élaborés par le pouvoir. Même sa loi électorale s'est retournée contre lui! Avec à peine un quart des inscrits, le FIS avait déjà presque la majorité des sièges, le FLN en récoltait moins que le FFS et les démocrates connaissaient une véritable déroute: FIS: 3.200.000 voix (24,5%

des inscrits), 188 sièges; FLN: 1.600.000 voix (12%), 15 sièges; FFS: 510.000 voix (3,9%), 25 sièges; aucun autre parti n'avait eu d'élus.

La leçon de ces élections est limpide: une fraction importante des électeurs, principalement parmi les couches les plus défavorisées de la population, s'est prononcée en faveur du parti que le FLN désignait comme son pire adversaire, en faveur du seul parti qui ne proposait pas de simples réformes ou des replâtrages démocratiques, mais un bouleversement radical de la société. La force du FIS tient à ce qu'il se présente comme le parti des exclus et des opprimés, en opposition frontale aux «voleurs» et aux «corrompus» de la classe dirigeante. En votant pour le FIS les électeurs ont d'abord voulu manifester leur hostilité au régime en place depuis l'indépendance bien plus que leur adhésion consciente à une république islamique dont le FIS se garde bien de préciser les traits.

D'autre part une partie importante des électeurs n'a pas participé à la farce électorale, puisque les abstentions ont atteint 41% (pour 47,18% d'exprimés et 11,8% de bulletins nuls). L'augmentation des abstentions depuis le scrutin précédent des municipales est probablement à mettre au compte des déçus du FIS (les éléments islamistes les plus radicaux, opposés à la participation électorale et partisans de «l'Etat islamique sans vote» étant peut-être l'expression d'une frange de ceux-ci), car le FIS a perdu plus d'un million de voix d'un scrutin à l'autre. Phénomène politique récent en tant qu'organisation de masse, le FIS a pu pourtant résister aux coups reçus lors de l'instauration de l'état de siège l'été dernier, au désenchantement relatif causé par sa gestion des municipalités. A la surprise des autorités, il a su préserver et mobiliser l'essentiel de son électorat populaire, après qu'il ait décidé de participer aux élections.

C'est que solidement appuyé sur les innombrables mosquées construites avec la bénédiction d'un pouvoir qui n'a cessé de diffuser au sein des masses l'opium religieux pour prévenir les mouvements de lutte, le FIS a également pu constituer des réseaux d'entraide sociale apportant aux plus démunis un secours sans doute guère mirobolant, mais appréciable face à l'incurie ou à l'indifférence de l'Etat. Et dans le cadre de sa recherche d'un compromis avec le mouvement islamiste, le gouvernement n'avait pas voulu toucher à cet aspect ni couper le FIS des mosquées. Ces réseaux religieux représentent en fait un puissant facteur de contrôle social et donc de maintien de l'ordre dans un pays qui n'a pas eu les moyens d'installer les amortisseurs politiques et sociaux en action dans les pays capitalistes développés. Le FIS lui-même n'a cessé de faire des offres de service à la bourgeoisie en assurant qu'il était le seul à pouvoir empêcher l'émeute et le chaos.

Mais dans la situation économique et sociale tendue qui est celle de l'Algérie aujourd'hui (selon les statistiques officielles de l'ONS, près du quart de la population active serait au chômage et l'activité économique est en baisse tandis que les prix flambent), le FIS doit absolument montrer à ses

partisans sa capacité à apporter des améliorations rapides et réelles à leur sort; sinon il sera débordé par les plus impatients qui le traitent déjà de «pompiers» et critiquent ses atermoiements. C'est la raison pour laquelle le compromis entre le FIS et le pouvoir a été si difficile à trouver et n'a finalement pas eu lieu.

Après le premier tour des élections, les négociations discrètes entre le FIS et la Présidence paraissaient pouvoir déboucher sur un accord. Le FIS aurait renoncé à demander la démission de Chadli et reporté tout changement constitutionnel jusqu'aux élections présidentielles. Mais les exigences du FIS - et en particulier, semble-t-il, les changements demandés à la tête de l'armée - ont été jugées inacceptables par les secteurs décisifs du pouvoir: l'accord en passe d'être conclu avec le FIS a été refusé, son artisan (Chadli, dont l'influente femme s'était déjà mise au voile islamique) démissionné, les élections annulées, le parlement secrètement dissous a posteriori (pour écarter son président, proche des islamistes): le coup d'Etat a lieu; mais ce serait un coup d'Etat «constitutionnel» et, comme le dit Cheysson, l'armée algérienne aurait «sauvé la démocratie» en supprimant les élections...

Quel marxiste aurait pu rêver meilleure démonstration que les élections ne sont qu'une **farce**, la démocratie un **camouflage** de la **dictature de classe** de la bourgeoisie, et l'Etat l'**instrument** et l'**ultime rempart** de cette dictature?

Dès que furent connus les résultats du premier tour, les démocrates, étonnés par les électeurs, appelèrent à l'annulation des élections, alors que le FIS, dopé par son succès se voyait comme le recours et le garant de la démocratie. Son mot d'ordre était: ni dictature, ni Etat islamique; ni FIS, ni FLN - ce qui lui aurait permis de s'allier avec les uns ou avec les autres selon les cas, comme l'ont démontré ses discussions ultérieures avec le FIS et avec le FLN...

Les démocrates ont reçu avec soulagement l'annonce du coup d'Etat, mais les prolétaires, eux, ne peuvent se réjouir.

D'abord bien sûr, parce que ce sont leurs fils ou leurs frères qui tombent par dizaines dans les quartiers populaires sous les balles des sauveteurs casqués de la démocratie.

Ensuite parce que ce régime ne peut en aucune façon constituer une protection contre les tendances réactionnaires prêtées au seul FIS, alors qu'elles émanent en fait de tout le système bourgeois algérien. Qui a consacré officiellement le statut d'infériorité sociale de la femme, sinon le très réactionnaire code de la famille instauré par le régime? Qui a fait de l'Islam religion d'Etat, sinon ce même régime? Et qui a voulu embrigader la classe ouvrière dans un syndicat d'Etat sinon toujours ce régime du FLN?

Enfin parce qu'au-delà des islamistes proprement dit, ce sont les masses laborieuses et exploitées qui sont la cible du tour de vis qui s'annonce derrière l'état d'urgence. D'après «Libération» (15/1/92): «*Pour justifier leur «coup d'Etat constitutionnel», les dirigeants algériens n'évoquent pas la démocratie en danger* (argument à destination des gogos-NdlR), *ils parlent chiffres. La victoire du FIS, disent-ils (...) risquait avant tout de ruiner 2 ans d'efforts*

économiques. Et pour rassurer les investisseurs étrangers, ils font valoir qu'à l'ombre des chars, les mêmes pilotes restent aux commandes. Mardi les éditoriaux de la presse gouvernementale annonçaient que désormais les impératifs de développement économique prendraient le pas sur ceux de la démocratisation».

Il n'y a donc aucune illusion à se faire sur ce Haut Comité d'Etat, qui ne peut absolument pas être une quelconque digue contre le «fascisme islamiste». Ce n'est pas par hasard que le Recteur de la Mosquée de Paris a été nommé comme un des 5 membres du HCE ou que Boudiaf prête serment sur le Coran. En affirmant que la politique doit sortir des mosquées, les autorités veulent dire que les religieux ne doivent pas critiquer la politique du pouvoir et que seul celui-ci a le droit de se servir de la religion.

La parenthèse démocratique refermée pour cause de trop fortes tensions sociales, la perspective pour l'ordre bourgeois est bien celle d'une dictature militaro-islamique (1). L'aspect «modéré», «civilisé», du HCE n'a duré que quelques jours. Sans véritable projet, ni perspective crédible, le «nouveau» régime a montré son véritable visage: celui de la terreur policière, de la violence aveugle, de la répression et de l'occupation militaire des quartiers populaires, avant même la disparition des dernières fictions démocratiques avec l'instauration de l'état d'urgence.

Affaibli par les arrestations, désarçonné par la politique du pouvoir, le FIS n'a plus d'autre perspective à court terme que de comptabiliser à son profit les victimes des échauffourées qu'il ne peut plus contrôler. Son désarroi peut se mesurer au fait qu'il a cru bon de faire parvenir à l'Ambassade de France un message de remerciements après les quelques mots de Mitterrand sur la poursuite du processus électoral en Algérie; un de ses leitmotivs était pourtant la dénonciation de la France et de ses ingérences dans la politique intérieure algérienne...

Le FIS n'a jamais été le parti subversif que décrivait ses adversaires; il était tout sauf préparé à passer à l'action clandestine et illégale, malgré les prêches enflammés des matamores des mosquées. Les jeunes révoltés des quartiers populaires devront en tirer la leçon que ce n'est pas avec un tel parti qu'on peut vaincre l'Etat bourgeois, même si dans l'immédiat la répression étatique aura pour effet d'éviter qu'apparaisse la fracture entre le FIS et sa base parmi les masses exploitées.

Le prolétariat algérien a montré qu'il était capable de mener les luttes les plus dures, y compris dans la période la plus répressive du régime et sous le colonialisme. Mais politiquement désarmé, il se trouve coincé entre les illusions réactionnaires des islamistes, qui se sont brisées à deux reprises sur la force brutale de l'Etat, et le soutien à cet Etat bourgeois où voudraient l'entraîner bonzes syndicaux, faux communistes et démocrates. Pour repousser cette alternative aux termes également désastreux, il lui faudrait se placer sur des positions authentiquement et exclusivement **de classe**. Et alors, seule

classe vraiment révolutionnaire, le prolétariat pourrait entraîner, **derrière lui**, toutes les couches opprimées, toutes les masses en voie de prolétarisation séduites par les islamistes, à l'assaut de l'Etat bourgeois. Et à ce moment, islamistes, démocrates et socialistes nationaux, s'uniraient pour tenter désespérément de s'opposer à la remise en cause de l'ordre bourgeois.

Les obstacles que doit surmonter le prolétariat algérien pour s'emparer des armes que sont les positions de classe, le programme communiste et le parti qui sait les employer dans les batailles politiques et sociales, sont nombreux, comme ils le sont pour les prolétaires du monde entier.

Mais les prolétaires d'Algérie ont à affronter en plus toute une série d'obstacles tenant aux conditions socio-historiques du pays; un des plus importants est le poids du souvenir de la grande lutte contre le colonialisme menée en commun - et sous leur direction - avec les forces bourgeoises et petites-bourgeoises. Les dirigeants du pays le savent bien, qui sont allés exhumer un Boudiaf de son exil pour le placer à la tête du HCE. Ce souvenir, incarné en traditions politiques, qui nourrit le «frontisme» particulièrement virulent dans le pays, est aussi le souvenir que les prolétaires algériens n'ont pas rencontré de l'autre côté de la Méditerranée la solidarité de classe qu'ils étaient en droit d'attendre et qui leur aurait peut-être permis de se dégager de l'étreinte bourgeoise. C'est là un facteur objectif, qui, ajouté à la paralysie actuelle de la classe ouvrière française, à sa lenteur à se mobiliser pour ses frères de classe immigrés, est un frein puissant à l'accession du prolétariat algérien à la conscience de classe.

A l'inverse la condamnation du «fanatisme islamique» sert en France à entraîner la méfiance vis-à-vis des travailleurs immigrés arabes, à accroître la division, donc la paralysie de la classe ouvrière. Les bourgeois craignent que les troubles en Algérie entraînent des troubles en France, parce qu'ils savent ou qu'ils devinent que les classes ouvrières ont potentiellement, grâce au trait d'union vivant de l'immigration, la possibilité de s'unir dans un combat commun contre le capitalisme.

Cette perspective qui effraie les bourgeois et les réactionnaires des deux rives, c'est celle de la **renaissance de la lutte de classe et de l'internationalisme prolétarien**, c'est celle de la reconstitution du **parti communiste mondial**.

C'est cette perspective qui doit guider les révolutionnaires et les prolétaires conscients, pour laquelle ils doivent travailler, en solidarité avec leurs frères de classe d'outre-Méditerranée, sachant que c'est l'évolution du monde capitaliste qui mine la domination bourgeoise et annonce l'ère des grandes batailles entre les classes.

15 février 1992

(1) voir «Le Prolétaire» no 411

L'Etat bourgeois n'est pas à démocratiser, mais à détruire !

(«le prolétaire», N° 411, Juin - Juillet 1991)

L'instauration de l'état de siège dans toute l'Algérie, l'intervention brutale de l'armée pour «rétablir l'ordre» - l'ordre bourgeois, fondé sur la misère, l'exploitation et la répression -, n'est ni un phénomène accidentel provoqué par les manoeuvres de tel ou tel clan de la classe dirigeante en réponse aux «provocations» du FIS, ni une simple péripétie sans lendemain sur la «voie irréversible vers la Démocratie».

Le processus de démocratisation avait été mis en route par l'Etat bourgeois en réponse aux émeutes d'octobre 88, féroce réprimées par l'armée. La classe dirigeante voulait ouvrir une soupape de sécurité afin que puisse se dissiper sans dommages l'énergie dégagée par l'aggravation des tensions sociales. La bourgeoisie algérienne reprenait là l'exemple de ses consoeurs maghrébines ; mais elle-même s'était déjà sentie obligée, aux débuts du régime Chadli, de mettre en oeuvre une certaine «libéralisation» comme pare-feu à la détérioration du climat social. En même temps elle ouvrait la voie au développement des forces islamistes, d'abord en encourageant l'activité des bandes de Frères Musulmans, puis en construisant d'innombrables mosquées et en faisant venir les prédicateurs islamiste? nécessaires à l'intoxication des masses par l'opium du peuple qu'est la religion.

Depuis cette époque la détérioration de la situation du capitalisme algérien à la suite de la crise économique mondiale, l'a poussé à accentuer l'exploitation et l'oppression des travailleurs et des couches déshéritées, au travers en particulier de la libéralisation économique. Nous avons écrit lors des émeutes de 88 que la bourgeoisie affamait les masses algériennes pour nourrir le capitalisme: l'agriculture délaissée n'étant plus capable de nourrir une population urbaine en forte augmentation car grossie de l'exode rural, il faut importer les denrées alimentaires de base. Mais pour faire tourner les usines, l'Etat rogne sur les importations alimentaires afin de maintenir les importations nécessaires à l'industrie.

LA CRISE DU CAPITALISME ALGERIEN

Fortement tributaire des hydrocarbures pour ses exportations (95% des recettes d'exportation qui tournent autour de 7 milliards de dollars par an, sont réalisées par les ventes de pétrole et de gaz), lourdement endetté (en 1989 le service de la dette extérieure a représenté 73,2% des recettes d'exportation), le faible capitalisme algérien, aux structures typiques d'une nation «en développement», est étroitement soumis aux aléas du marché mondial et de

la situation économique des grands pays occidentaux. Ses premiers clients sont, dans l'ordre, l'Italie, les Etats-Unis et la France; ses premiers fournisseurs, toujours dans l'ordre, étant la France, l'Italie et les Etats-Unis. Le volume des échanges avec la France, qui avait atteint 50 milliards de francs en 1984, n'était plus que de 25,3 milliards en 1990. La croissance de l'économie se fait en dents de scie largement déterminées par les cours du pétrole. Nous avons les variations suivantes du PNB, en % par année:

1986: -0,2%; 1987: +1,3%; 1988: -1,4%; 1989: +3,3%; 1990: -1,8% (1).

Le PNB par habitant est passé de 3201 dollars en 1986 à 2689 en 1987 et 2500 en 1990.

La dette extérieure, de 27 milliards de dollars a progressé de 50% en 4 ans. Selon les spécialistes, ce n'est pas son volume qui pose vraiment problème, mais le fait qu'il s'agit essentiellement de prêts à court terme. Cette erreur de gestion fait que la dette devrait pour l'essentiel être remboursée dans les années en cours, jusqu'en 1995: 8 milliards de dollars par an devraient être remboursés notamment dans les 3 ans qui viennent (à comparer aux 7 milliards de recette du commerce extérieur en 89). Les responsables algériens ont toujours refusé le «rééchelonnement» de la dette parce qu'il aurait comme conséquence de rendre plus difficile et plus cher l'obtention de nouveaux crédits. Or le capitalisme algérien a besoin sans cesse de nouveaux crédits, de nouveaux investissements, de nouveaux capitaux qu'il ne peut trouver à l'intérieur de ses frontières.

Pour attirer ces capitaux, l'Etat accélère la libéralisation de l'économie et s'ouvre aux investisseurs étrangers, s'efforce de pousser à la rentabilité des entreprises d'Etat devenues autonomes et libère les prix de nombre de marchandises. Ces réformes économiques ont valu à l'Algérie le soutien du FMI sous la forme d'un premier prêt de 400 millions de dollars début juin. Auparavant, l'Algérie avait obtenu en mai un prêt de l'Italie de 7 milliards de dollars sur 10 ans pour l'aider à faire face au remboursement de sa dette et pour ouvrir le marché algérien aux entreprises de la Péninsule. Ce prêt, le plus gros jamais accordé par l'Italie à un pays méditerranéen, a fait grincer beaucoup de dents en France; et les algériens n'ont pas manqué de faire valoir aux français que s'ils voulaient conserver leurs positions dans le pays, ils devaient être aussi compréhensifs que les italiens. La France, premier créancier de l'Algérie, se fait en effet tirer l'oreille pour accorder de nouveaux crédits. Le Crédit Lyonnais qui a la charge de «reprofilier» la dette algérienne (c'est-à-dire de convertir par de nouveaux emprunts cette dette à court terme en dette à long terme) ne paraît pas très pressée de boucler l'affaire. La France rappelle que *«notamment en fin d'année 89 elle est apparue comme prêteur en dernier ressort de l'Algérie»* (2), c'est-à-dire a assuré sa trésorerie pour lui éviter la mise en défaut. Ce sont là des choses qui se payent, car entre bourgeois, rien n'est jamais gratuit ...

L'augmentation du prix du pétrole au cours de l'automne et de l'hiver a

été un ballon d'oxygène inattendu qui a fait rentrer dans les caisses de l'Etat environ 3 milliards de dollars (3). Mais le budget 91 a été programmé sur la base qui passait pour prudente d'un baril à 23 dollars, alors que depuis le début de la guerre il est retombé à 20 dollars.

Le recours aux crédits extérieurs (demande de prêt à la CEE) étant limité car l'Algérie devient de plus en plus un «pays à risque», il ne reste plus que la ressource traditionnelle de pressurer encore davantage les prolétaires et les masses exploitées.

Le chômage atteint déjà au moins 25% de la population active. L'inflation, officiellement de 25% est en réalité plus proche de 50%. Seuls les produits de première nécessité comme le pain, la semoule, le sucre, etc., ont toujours leurs prix gelés. Mais un ministre du gouvernement Hamrouche laissait entendre que ce n'était que provisoire (4). D'autre part les mesures de chômage technique frappent de nombreuses entreprises qui tournent au ralenti. Les réformes économiques en cours sont synonymes d'intensification de la charge de travail et de menaces de licenciements.

La détérioration continue des conditions de vie et de travail n'est pas allée sans provoquer des réactions: manifestations, mini-émeutes, grèves. Le FIS avec son discours radical et qui s'appuie sur les traditions culturelles et religieuses des masses aussi bien que sur le nationalisme hérité de la guerre d'indépendance, a pu capitaliser l'hostilité au FLN et à l'état de choses existant bien plus facilement que les nouveaux partis démocratiques. Bien incapables de proposer quoi que ce soit pour soulager les difficultés des masses populaires, ces derniers s'adressent surtout aux couches bourgeoises et aux classes moyennes modernes (cadres, techniciens). Disposant d'une forte implantation parmi les petits commerçants (il a animé la fameuse grève des bijoutiers), le FIS a réussi aussi à se faire entendre de la masse des paysans qui, chassés par l'exode rural viennent grossir les rangs des chômeurs des villes. Son influence est jusqu'ici bien moindre parmi la classe ouvrière. Le Syndicat Islamique du Travail - syndicat de type fasciste voulant ignorer les différences de classe - a semble-t-il vu son audience se réduire parmi les employés des transports. Le SIT s'est opposé à la grève générale des 12 et 13 mars, lancée par l'UGTA, et qui a été un grand succès. Certaines sections du SIT ont d'ailleurs été contraintes de rejoindre le mouvement le deuxième jour pour ne pas voir leurs adhérents désertir l'organisation. Certes, cette grève avait été organisée par les bonzes syndicaux pour tenter de prendre leur distance par rapport à un pouvoir discrédité alors que la multiplication des mouvements revendicatifs (voir la grève des 6000 travailleurs de l'E.N.C.C. commencée fin février) menaçait de les mettre sur la touche. Elle a cependant répondu à un besoin de la classe ouvrière et elle a constitué malgré tout une démonstration de force, potentiellement menaçante pour les bonzes eux-mêmes. Notons au passage que les faux «communistes» du PAGS, implantés dans la bonzerie, n'avaient pas manqué de condamner la grève pour les

dangers qu'elle faisait selon eux couru au pays...

En juin 90 les islamistes avaient déjà cassé la grève des éboueurs d'Alger. Le responsable de l'économie du FIS estime que «*les algériens ne travaillent pas beaucoup et l'exemple vient de haut*»; et en cas de venue au pouvoir des islamistes, les syndicats «*devront privilégier l'intérêt général avant de chercher à gonfler les poches des travailleurs*» (5).

Cette déclaration et cette pratique démontrent l'orientation fondamentale anti-ouvrière du FIS. Les islamistes peuvent séduire certaines franges de travailleurs par leur dénonciation virulente des injustices, certaines couches de chômeurs prêts à se raccrocher aux moindres promesses et qu'on dresse contre les femmes qui «prennent des emplois». Leur base naturelle se trouve dans la petite-bourgeoisie réactionnaire menacée ou en voie de prolétarianisation qui se reconnaît dans les odes à l'initiative et à la propriété privées, dans les imprécations contre l'Etat voleur et les dirigeants corrompus et qui rêve d'un Etat ou toutes les classes seraient unies au nom de l'Islam. Mais comme les fascismes allemands et italiens ils ne peuvent en fin de compte que servir d'instrument à la classe dirigeante pour protéger l'ordre bourgeois et servir les intérêts du capitalisme - y compris contre la petite-bourgeoisie.

LE DÉVELOPPEMENT DE LA LUTTE PROLÉTARIENNE INDÉPENDANTE DE CLASSE, ET NON L'UNION AVEC LES BOURGEOIS DÉMOCRATES, EST LA RÉPONSE À LA MONTEE DE L'ISLAMISME

L'aggravation de la situation économique et sociale de l'Algérie est, nous l'avons vu, la cause de l'évolution accélérée de la situation politique. Le FLN a essayé de jouer la carte du seul rempart - à peu près démocratique - contre l'obscurantisme du FIS, tout en faisant de la surenchère réactionnaire à l'APN (devenue comme le dirent les caricaturistes une assemblée de barbus). Mais à ce compte-là, c'est le FIS qui sortit grand vainqueur en remportant la majorité des mairies, Kabylie exceptée, lors des élections municipales. Ce premier succès servit dans un premier temps de tremplin aux islamistes; mais le FLN avait pris soin de retirer aux municipalités une bonne partie de leurs prérogatives, ce qui a sensiblement réduit pour le FIS les possibilités de clientélisme. Les élections législatives, préparées par le gouvernement par un savant charcutage à la française, ne pouvaient laisser espérer au FIS, en butte par ailleurs à un certain désenchantement de ses partisans, une victoire certaine et complète.

Or le FIS estimait qu'il ne pouvait se permettre un échec relatif qui le frustrerait de son accès au pouvoir, sans risquer de voir s'accroître ce désenchantement. Plus que la contestation des islamistes «modérés», il risquait surtout d'être débordé par les courants les plus extrémistes. Il était donc obligé de se radicaliser tout en reprochant au FLN de ne pas avoir

respecté un accord implicite ou explicite passé avec lui sur l'organisation de ces élections; il engagea l'épreuve de force de la grève générale alors qu'il s'était affaibli au cours des derniers mois, puis devant l'échec de celle-ci, il s'engagea dans une fuite en avant en faisant venir par milliers ses manifestants et en répondant à la police par des manifestations.

Il semble incontestable qu'avant que ces manifestations ne dégénèrent en émeutes la plupart des militants islamistes soient rentrés chez eux, laissant les jeunes des quartiers affronter seuls les forces de répression.

Madani l'a admis implicitement en disant que s'il «*n'avait pas arrêté ses militants, ils auraient dévoré les blindés*».

Le message de la bourgeoisie est on ne plus clair: sans nous pour encadrer les manifestants, c'est le chaos et l'anarchie. Et les autorités, c'est-à-dire à ce moment-là, l'état-major de l'armée, l'ont bien compris en accordant au FIS la destitution du gouvernement et la promesse d'élections législatives et présidentielles «honnêtes» contre son appel au retour au calme.

La direction du FIS a sans aucun doute également donné au moins tacitement son feu vert aux arrestations des éléments incontrôlés en son sein.

QUELQUES ENSEIGNEMENTS

Que le gouvernement respecte ou non ses promesses, que le cri de victoire du FIS soit ou non prématuré est une autre affaire; mais il ressort avec éclat des événements que l'armée et le FIS sont en dernière analyse, chacun à leur place, les deux facteurs décisifs de la stabilisation de l'ordre bourgeois dans l'Algérie contemporaine. Cela ne signifie pas nécessairement que nous allons à brève échéance vers un gouvernement militaro-islamique (la dite «solution pakistanaise» des experts américains en maintien de l'ordre); mais cela signifie que toutes les alternatives politiques bourgeoises seront élaborées et verront le jour sur la base de la combinaison, à des degrés divers et sous des formes variables, de ces deux facteurs, plutôt que sur la base d'une démocratie parlementaire à l'occidentale. Les partis et les forces politiques démocratiques bourgeoises ont fait durant cette crise la démonstration de leur totale nullité, liée à leur absence de base populaire. Par ailleurs le capitalisme algérien n'est pas en situation de pouvoir se payer de façon un tant soit peu durable les frais nécessaires au fonctionnement d'une démocratie libérale (concessions aux travailleurs pour en corrompre certaines couches, mise en place de réseaux d'amortisseurs sociaux, entretien d'appareils de collaboration de classes et ainsi de suite). Les épisodes «d'ouverture démocratique» sont voués à n'être que des parenthèses destinées à jeter de la poudre aux yeux des masses entre deux périodes autoritaires de répression brutale.

Depuis l'indépendance, l'armée a été le principal pilier du régime, non seulement en raison de la faiblesse de la bourgeoisie algérienne, mais aussi et surtout pour mater les tentatives des travailleurs et des couches déshéritées

de résister à l'exploitation capitaliste.

Aujourd'hui le développement d'une classe bourgeoise diversifiée pousse sans doute au passage à des formes politiques de type «démocratique» ou semi-démocratique afin de laisser plus de jeu à l'expression des rivalités inter-bourgeoises et afin d'intégrer au système les nouvelles couches moyennes; mais la menace grandissante des sans-réserves, chômeurs ou salariés, rend le recours à l'armée encore plus inéluctable qu'autrefois, que ce soit sous la forme ouverte de l'état de siège ou sous la forme masquée d'une dictature militaro-islamique (6).

L'impérialisme a également son mot à dire dans les restructurations politiques. La France qui soutenait le gouvernement Hamrouche, s'est inquiétée des cris de victoire islamiques: les orientations anti-françaises du FIS sont bien connues. Or Paris a les moyens de déstabiliser économiquement tout gouvernement algérien. De même l'Italie a suspendu les imposantes lignes de crédit dont nous avons parlé plus haut dès que l'état de siège a été décrété «en raison de l'incertitude politique»: chantage rien moins que discret pour peser sur les orientations politico-économiques de l'Etat algérien. Ces lignes ont été rétablies après que des personnalités tout à fait rassurantes pour la bourgeoisie internationale aient constitué le nouveau gouvernement.

LA FAILLITE DES ORGANISATIONS QUI SE RECLAMENT DE LA CLASSE OUVRIÈRE

L'UGTA qui lors de la grève générale de mars avait joué la comédie de la défense intransigeante des intérêts ouvriers, a retrouvé sans effort le langage plus naturel de serviteur de la bourgeoisie «*notre pays traverse aujourd'hui une phase difficile en raison de la situation résultant des derniers événements qui ont abouti à l'intervention de l'Armée Nationale Populaire afin de préserver la paix et la stabilité après que de tels événements aient failli mener à une «fitna» dont les conséquences imprévisibles mettraient en danger l'avenir du pays*». Préserver la stabilité de la société bourgeoise est évidemment l'impératif premier des bonzes syndicaux qui continuent en appelant à «*raffermir le sens de la solidarité nationale entre les différentes couches du peuple algérien*», à préserver «*l'outil de production en vue de renforcer l'économie nationale et l'unité du pays*» (déclaration du secrétariat de l'UGTA, 13/6/91), donc en appelant la classe ouvrière non pas à la lutte mais à la collaboration de classes avec la bourgeoisie vampire qui l'exploite et la réprime

La position des larbins du PAGS est du même tonneau, avec la différence qu'ils avaient appelé dès le 5 avril au boycott des élections par crainte d'une victoire des islamistes. Nostalgique de l'époque heureuse de la dictature du FLN, le PAGS appelait «*le peuple dans son ensemble* (donc bourgeois et prolétaires - Ndir) *et ses forces démocratiques et patriotiques à rejeter cette aventure dangereuse pour le pays et à réclamer l'interdiction des partis*

obscurantistes qui menacent le devenir du pays».

Contre le FIS le PAGS préconise une union sacrée avec le FLN et l'Etat bourgeois. Le communiqué du BP du PAGS (14/6/91), déclare: «*le FIS viole la constitution, les lois et l'état de siège* (horreur!), *il faut l'interdire immédiatement (...) pour le salut du processus démocratique et de la patrie*». Il est clair en tout cas que pour le PAGS un processus démocratique non aventuriste ne se conçoit que sous la protection solide des blindés et de l'état de siège... Le respect fanatique de la loi et de la paix sociale écoeure de plus en plus de monde et les pousse à se tourner vers «l'extrême-gauche» trotskyste. Mais celle-ci n'a montré que son incapacité congénitale à prendre des positions authentiquement communistes.

Le Parti des Travailleurs (ex-OST, lié au PCI-MPPT français), connu au travers de sa dirigeante Louisa Hanoun, a témoigné à nouveau de son suivisme en soutenant, comme les Ben Bellistes ou le MAJD, ... la grève du FIS (ce qui lui a valu les félicitations de Madani)! Le PT avait déjà fait partie du «G7», groupe de 7 partis constitué autour des Ben Bellistes au printemps. Ce rassemblement hétéroclite de groupes bourgeois concurrents à la recherche d'une audience s'est dispersé assez vite sans avoir rien fait. Ce n'est pas le PT qui a volontairement mis fin à son alliance avec la clique Ben Belliste, avec le MAJD, parti de l'ancien chef de la Sécurité Militaire sous Boumediène et ancien Premier ministre de Chadli et autres RCD; la meilleure preuve que le PT persiste dans sa politique de collaboration de classes est qu'il appelle maintenant à un «gouvernement de crise» «contre la faim et la misère» - mais pas contre le capitalisme -, bref à un gouvernement d'union nationale.

L'autre grand courant trotskyste est le PST (proche de la LCR française). Il annonce fièrement dans «Rouge» être «la première organisation d'extrême-gauche en Algérie», avec... «3000 adhérents possédant une carte du PST et «plusieurs centaines de militants» (7)! Voilà qui nous montre déjà que nous sommes en présence d'héritiers non du bolchévisme, mais du menchévisme, jusque sur le plan organisationnel.

L'orientation mise en avant par le PST n'est plus la traditionnelle «assemblée constituante» (thème repris maintenant par le FFS d'Aït Ahmed), mais le «Front Ouvrier Populaire». Nos trotskystes, qui se rappellent sans doute vaguement que Trotsky qualifiait avec raison l'adhésion à un Front Populaire de «trahison du prolétariat dans l'intérêt d'une alliance avec la bourgeoisie» y ont ajouté le mot «ouvrier». Mais cela ne peut suffire à changer la réalité d'une politique qui, pour refuser à la différence du PT, à la fois le FLN et le FIS, reste interclassiste (ce Front devant en effet défendre «les intérêts de toutes les couches populaires») et orientée en direction des démocrates bourgeois (appelés «camp populaire» ou «progressistes»).

L'OSIA (Organisation Socialiste Illal Amam, ex-MCA), proche du courant trotskysant représenté en France par «Socialisme International» continue à parler de la classe ouvrière et du socialisme, mais elle n'arrive pas à sortir du

démocratisme qui est le véritable programme commun à toute l'opposition non-islamiste, ni à présenter d'autres perspectives

Un des slogans du tract de Paris du 11/6/91 de l'OSIA est le très bourgeois «*Expression de la souveraineté populaire. Élection libre d'une Assemblée constituante souveraine*» Et on peut lire dans ce tract des perles de ce type «*c'est autour de cet objectif (les «libertés démocratiques» - NDIR) de lutte que les travailleurs, les jeunes, les femmes, les paysans et les véritables démocrates et révolutionnaires doivent se rassembler désormais*». Quelle différence avec l'interclassisme d'un PST, voire d'un PAGS. Certes le «rassemblement» des couches exploitées et opprimées est indispensable à la victoire de la révolution, mais ce rassemblement ne pourra et ne devra se faire que derrière la classe ouvrière, déjà elle-même «rassemblée» autour de son programme et de son parti, et sur des objectifs non pas démocratiques, mais anticapitalistes, non pas pour exprimer la mensongère «souveraineté populaire», mais pour instaurer la dictature du prolétariat. Sinon tout «rassemblement» ne sert qu'on le veuille ou non, qu'à enfermer la classe ouvrière sur le terrain de son ennemi de classe, qu'à la paralyser par une alliance avec les bourgeois démocrates, bref ne sert qu'à préparer les conditions de sa défaite. En 1936, Trotsky, écrivant contre la funeste tactique des staliniens français entrés dans une alliance de Front Populaire avec les socialistes et les bourgeois démocrates du Parti Radical, disait:

«Quand la misère prend le paysan à la gorge, il est capable de faire les sauts les plus inattendus. Il regarde la démocratie avec une méfiance croissante. «Le mot d'ordre de la défense des libertés démocratiques - écrit Montmousseau correspond parfaitement à l'esprit de la paysannerie». Cette phrase remarquable montre que Montmousseau comprend aussi peu la question paysanne que la question syndicale (Montmousseau était un responsable syndical - NDIR). Les paysans commencent à tourner le dos aux partis «de gauche» précisément parce que ceux-ci sont incapables de leur proposer rien d'autre que des paroles en l'air sur la «défense de la démocratie». (...) Le prolétariat doit parler avec les paysans le langage de la révolution: il ne trouvera pas d'autre langue commune» («Encore une fois, où va la France?» - mars 1935).

L'OSIA et les trotskystes nous répondront peut-être que les paysans, petits-bourgeois et autres progressistes mal définis n'ont pas en Algérie «fait l'expérience de la démocratie» et que donc les mots d'ordre démocratiques conserveraient leur valeur. Cependant les masses paupérisées et les chômeurs ne se rassemblent pas autour du FIS parce que celui-ci se dit démocrate, mais parce qu'il n'hésite pas - en paroles - à s'en prendre aux bourgeois et à parler de renverser le régime actuel. La seule possibilité de combattre l'influence grandissante des islamistes sur ces masses dépend de l'entrée en lutte de la classe ouvrière, non pas pour démocratiser gentiment l'Etat en accord avec les bourgeois, mais pour l'affronter ouvertement et le

renverser.

Nous n'en sommes pas encore là en Algérie; mais pour résister à l'exploitation capitaliste, pour combattre la répression, pour améliorer et à fortiori pour changer leur sort, les prolétaires ne peuvent envisager de faire un bout de chemin avec la réaction islamique. Ils ne peuvent pas non plus, sous prétexte de barrer la route au FIS, tomber dans l'union sacrée avec le parti gouvernemental, responsable direct de tous les méfaits et de tous les crimes du capitalisme. Mais ils ne peuvent pas davantage se raccrocher à l'alternative «démocratique» aux frères ennemis que sont le FIS et le FLN, version FFS ou version trotskyste plus «radicale», qui est une voie sans issue: les démocrates sont condamnés à passer un accord avec l'un ou avec l'autre.

La classe ouvrière ne peut faire face à l'Etat bourgeois, ne peut arracher les revendications dites démocratiques (comme la suppression des discriminations envers les femmes) que nous préférons appeler sociales et politiques pour écarter toute ambiguïté envers l'idéologie démocratique, que si elle s'organise de façon indépendante, selon les méthodes et les principes de classe. C'est-à-dire qu'elle ne peut imposer un rapport de force favorable vis-à-vis de la bourgeoisie, amorcer la lutte révolutionnaire et avancer ainsi vers son émancipation définitive du joug capitaliste qu'en se dotant de son parti de classe, véritable état-major de combat dans la lutte de classe, constitué sur la base invariante du programme communiste.

Travailler à la constitution de ce parti révolutionnaire marxiste international, en union étroite avec les militants restés fidèles au marxisme authentique dans les autres pays, telle est la tâche qu'imposent objectivement et avec une force toute particulière les événements brûlants d'Algérie aux révolutionnaires qui y trouveront la force de rompre avec le democratisme et l'interclassisme.

(Le 27 juin 1991)

(1) «La Tribune de l'Expansion», 6/6/91

(2) *ibid.*

(3) «L'Expansion», 6-19/6/91

(4) *ibid.*

(5) *ibid.*

(6) voir comme exemple de la pérennité de leur action, l'avertissement des militaires: *«Il importe que nul n'ignore que les enquêtes de recherche et de poursuite (...) s'étaleront sans relâche sur plusieurs années, avec toute la rigueur requise (...). La suppression prévue à terme de l'état de siège n'entamera en rien la poursuite des actions de recherche et de lutte en cours*». Extrait du «communiqué n°4» du Commandement militaire.

(8) «Rouge», 13/6/91. Les mencheviks s'étaient d'abord opposés aux bolcheviks en préconisant un parti «large» et «ouvert», alors que pour les bolcheviks, seuls les véritables militants pouvaient être considérés comme membres du parti.

Le FIS au secours de l'ordre bourgeois

(«le prolétaire», N° 407, Juillet - Août - Sept. 1990)

L'Algérie, avec un capitalisme soumis aux aléas du cours du baril de pétrole, avec une démographie galopante et une urbanisation de plus en plus grande (qui traduit la prolétarisation croissante de la population et la transformation des petits paysans en travailleurs des villes), est une poudrière sociale permanente. Le FLN après 28 ans de pouvoir, n'a pu apporter aucune solution aux problèmes les plus élémentaires de la classe ouvrière.

A la misère du chômage, au salaire dérisoire, s'ajoute la crise du logement, le ravitaillement complètement déficient et la cherté de la vie. Tous les ingrédients étaient donc réunis il y a deux ans, en décembre 1988, pour que la poudrière explose. Les manifestations de 88 avaient été sauvagement réprimées par l'armée, faisant plus de 500 morts et d'innombrables blessés. Les arrestations qui suivirent se firent par centaines, et l'armée utilisa systématiquement la torture pour faire payer aux jeunes manifestants leur indiscipline sociale.

Sans un important changement politique des structures de l'Etat, il était évident pour la bourgeoisie algérienne, que l'ordre social serait de nouveau et rapidement ébranlé, et que si rien n'était entrepris dans ce sens, les risques de dégénérescence des émeutes en situation d'insurrection et de guerre civile étaient très lourds.

Le gouvernement Chadli, après avoir versé le sang, se lança donc dans une réforme de la Constitution de l'Etat, en introduisant le principe du multipartisme, de la démocratie, et en organisant sur cette base les prochaines élections municipales et régionales, le 12 juin 90. Le FLN qui bénéficiait du financement et de l'appareil de propagande de l'Etat pensait alors sortir honorablement de ces élections, en tout cas tel était le sens des sondages, et pouvoir retrouver une nouvelle légitimation démocratique, après avoir usé sa légitimation nationale-révolutionnaire de 1962.

De l'autre côté de la Méditerranée la France démocratique, soulagée des concessions de Chadli au multipartisme et espérant que l'Algérie puisse ainsi revenir à une situation sociale contrôlable et acceptable pour ses intérêts, a fait la claque à ces «premières élections à scrutin authentiquement libre depuis 1962», oubliant qu'avant cette date seuls les colons avaient accès aux droits électoraux!

Simultanément à cette réforme politique, l'Etat avait tenté quelques changements économiques pour relancer l'économie algérienne, notam-

ment en assouplissant les règles du jeu de l'investissement étranger dans le pays. Mais ces réformes économiques ne furent suivies d'aucun effet significatif qui aurait pu permettre au FLN de se présenter aux électeurs porteur d'un espoir de renouveau économique. L'ampleur de la crise est telle que l'Algérie ne pourra pas se relever sans ce que les bourgeois appellent «une véritable mobilisation nationale» pour la production, pour le travail, en forçant les prolétaires à accepter tous les sacrifices et en luttant contre toutes les tentatives de luttes ouvrières.

La dette extérieure représente des dizaines milliards de dollars; pour la rembourser il faut verser aux banques l'équivalent de 70% du montant des exportations! Ce chiffre est à comparer aux 26 milliards de dollars que Abdelhamid Brahimi (Premier ministre de 1979 à 1988) avoue avoir été versés à titre de pots-de-vin à l'occasion des grands contrats, aux différents échelons de la hiérarchie de l'Etat et du FLN. L'argent de cette corruption n'a fait que renforcer les différenciations sociales, créant une bourgeoisie à la richesse insolente face à la misère grandissante des masses prolétarisées algériennes. Jamais les vitrines des uns n'ont été aussi fournies et luxueuses, jamais celles des autres n'ont été aussi vides et mal achalandées. Pour reprendre l'expression d'un jeune algérien: «*Avant on mangeait de la merde, maintenant, on ne sait pas s'il y en aura assez pour tous*».

Après le massacre de 88, le gouvernement aura beau libéraliser les conditions d'investissement, l'Algérie est devenue pour le capitalisme international un pays à risques; et les financiers et industriels renâclent à s'aventurer dans ce pays aux rues trop chaudes et à la classe ouvrière trop bouillante. Le fait que l'Algérie paye régulièrement sa dette, au rythme de 5 à 6 milliards de dollars par an, ne tempère pas leurs inquiétude quant à la stabilité de l'édifice social, garante d'une exploitation capitaliste efficace. Les banquiers ne se bousculent pas au portillon pour prêter de l'argent à l'Algérie, en particulier pour ses achats à l'étranger. L'Algérie doit donc passer par des chemins détournés pour se procurer les fonds nécessaires. A titre d'exemple, ce sont maintenant les fournisseurs qui, avec les crédits qu'ils obtiennent eux-mêmes (en y apportant leur garantie), financent les achats de l'Etat. Mais cette méthode se basant sur des prêts à plus long terme (18 ou 24 mois) ne fait que surenchérir de 15% au moins le prix des produits de consommation non durables (alimentation), et de surcroît oblige l'Etat à concentrer ses commandes auprès des plus puissants fournisseurs, seuls capables de lui servir d'intermédiaire bancaire.

Les banques internationales provisionnent d'ailleurs leurs créances sur l'Algérie à hauteur de 40% (autrement dit elles considèrent que l'Algérie peut faire défaut sur 40% de ses dettes). La débâcle économique a ainsi fait perdre 20% sur le pouvoir d'achat en l'espace de 3 ans.

Dans un tel contexte économique et social, il ne pouvait y avoir que deux solutions pour endiguer la vague sociale. Soit l'intervention de l'armée et

l'instauration d'un régime de junte militaire, soit - après avoir écrasé dans le sang la première vague - la mise en place d'un système démocratique, avec ses multiples moyens de dévier la lutte directe des prolétaires dans le dédale des débats parlementaires.

Faire intervenir l'armée de manière permanente avec instauration de l'état d'urgence, comportait trop le risque de dégénérer en guerre civile. L'armée elle-même n'est pas entièrement fiable dans une telle opération. La hiérarchie intermédiaire est largement traversée par les courants islamiques, le contingent est formé de jeunes appelés, prolétaires au chômage, solidaires de ceux qui luttent dans la rue et dans les usines. L'armée est une arme qui aurait pu exploser dans les mains-mêmes du FLN.

C'est donc la voie référendaire qui est choisie et le 23 février 1989 est acceptée par le peuple une nouvelle Constitution abandonnant le monopole du pouvoir du FLN.

Pour le capitalisme algérien, c'est la voie la plus favorable. Pour tirer l'économie en avant, remettre en route la pompe à profit, payer les dettes, le capital a besoin de pressurer davantage la classe ouvrière. Il a besoin d'une vaste restructuration, mais aussi de conditions sociales et politiques qui la rendent possible. Les diverses manifestations avant les élections avaient déjà montré que le FLN avait toutes les peines du monde à mobiliser des troupes pour faire bonne figure face à la manifestation du FIS, qui avait eu lieu quelques jours avant. C'est par cars entiers qu'il a dû rassembler ses «partisans» dans les villages les plus reculés. Et, notait un journaliste, la moyenne d'âge élevée du FLN par rapport à l'âge moyen de la population indiquait clairement qu'il s'agissait d'un parti du passé et non de l'avenir; d'un parti incapable d'avoir la moindre assise dans la jeunesse qui représente la large majorité de la population algérienne.

Malgré tout, le FLN, qui se trouvait en situation de duel avec le FIS puisque les autres forces politiques soit boycottaient le scrutin (le FFS), soit représentaient des forces réelles moindres, espérait sortir vainqueur des élections. La crainte de l'intégrisme aurait dû, dans son esprit, jouer en sa faveur.

Le FIS (Front Islamique du Salut) est à la base une organisation petite-bourgeoise, largement soutenue financièrement par les commerçants et les artisans, ainsi que par une certaine catégorie d'intellectuels. Mais ce qui est important est son implantation dans les quartiers populaires des grandes villes (alors que le FLN est plutôt implanté dans l'arrière-pays paysan), et l'attraction qu'il exerce auprès des jeunes chômeurs, qui voient dans son discours radical, la possibilité de défendre leurs intérêts contre les privilégiés de l'appareil d'Etat et du FLN, dont la fortune, acquise par les dessous de table et la fraude, s'étale avec arrogance dans les beaux quartiers d'Alger (1).

Abassi Madani, le président du FIS, définit son organisation ainsi; «*Le FIS n'est pas un front des minorités ou des élites. C'est un front unitaire pour toutes les classes du pays. Son objectif principal est de répondre à leurs besoins et*

de résoudre la crise économique, sociale et culturelle».

L'islam a un point commun avec la démocratie, il veut se situer au-dessus des intérêts de classe, être le représentant universel de tous! C'est-à-dire qu'il veut objectivement se placer comme le représentant des intérêts nationaux du capital, donc des classes bourgeoises, tout en s'appuyant socialement pour les contrôler, sur les masses prolétaires.

La progression du FIS s'explique par le vaste réseau de mosquées que Chadli a lui-même participé à mettre en place pour mieux contrôler la propagation de l'islam, et par le fait qu'elles étaient le lieu le plus important où s'exprimait une opposition au gouvernement du FLN. Le FIS a aussi bénéficié du ralliement de dernière minute d'une quantité non négligeable de membres du FLN, dont l'intuition politique les a sans doute poussé à se placer dans le bon sens du vent.

Au cours de ces élections, le FIS, loin de servir de repoussoir en faveur du FLN, et des autres partis démocratiques, va focaliser l'opposition au FLN de tous ceux qui souffrent de l'Etat-démocratique («opposés» sur le papier, car dans la réalité plus pragmatique, elle sont prêtes à composer avec lui). Cette longueur d'avance n'est pas seulement électorale. Elle se mesure dans les faits eux-mêmes. Le FIS a fait la démonstration de sa capacité de mobiliser de larges couches de la population, et surtout il a fait ses preuves pour maîtriser la classe ouvrière, l'empêcher d'utiliser ses moyens propres de lutte et d'apparaître comme force indépendante. Il n'y a en effet que le FIS qui soit réellement descendu sur le terrain pour tenter de contrôler, de canaliser ou de saboter les mouvements de révoltes spontanés des jeunes ou les grèves ouvrières .

Le FIS ne cache d'ailleurs pas que son objectif est ordre et travail. Dans son numéro du début juillet, «Jeune Afrique» explique que: «*D'autre part, les partisans d'Abassi Madani mobilisent des secteurs entiers de la jeunesse autour de valeurs telles que la remise au travail. L'exemple de la grève des éboueurs à Alger le montre bien. Elle a été déclenchée pour protester contre le détournement de 250 appartements, théoriquement destinés aux employés de la voirie, par la ville. Or, dans la nuit du jeudi 14 au vendredi 15 juin, c'est-à-dire après les élections, des brigades de jeunes, encadrés par des militants du FIS, ont nettoyé la capitale».*

Le FIS désire profiter de l'appel d'air des élections locales pour anticiper les élections parlementaires, en principe prévues dans deux ans. Vraisemblablement, Chadli ne pourra pas continuer à gouverner comme si rien ne s'était passé et sera peut être contraint de négocier un nouveau calendrier électoral. En attendant, l'exemple du sabotage de la grève des éboueurs montre clairement que le FIS ne rate aucune occasion pour démontrer à la bourgeoisie que lui seul peut remettre au travail les ouvriers trop revendicatifs. Cette démarche s'associe à une autre, sur le plan économique. Abassi Madani, que les nombreux séjours à l'étranger ont formé aux nécessités du développement capitaliste, n'a cessé de répéter qu'il ne s'opposera pas à la

bonne marche de l'économie capitaliste, mais qu'il entendait au contraire lui impulser un souffle nouveau. Afin même d'étudier comment l'industrie touristique pouvait être exploitée, devises obligent, sans choquer les convictions islamiques, il ira même visiter les plages tunisiennes. Il en reviendra perplexe, certes, parce qu'associer charia, besoin de devises et nudité sur les plages n'est pas un exercice facile, même pour un partisan d'un islam «moderne».

Face au FIS, les alternatives démocratiques traditionnelles, comme le FFS (Front des Forces Socialistes, de Hocine Ait Ahmed), n'ont pas fait la preuve de leur capacité à maintenir la cohésion sociale. Le FFS en particulier, n'a rien produit d'autre que discours, promesses et papiers, sans jamais se montrer réellement capable d'action de mobilisation et de contrôle des prolétaires et jeunes chômeurs.

Cela explique pourquoi l'impérialisme français - le premier intéressé par ce qui se passe de l'autre côté du bassin méditerranéen - n'a réagi que par une attitude attentiste, celle de celui qui attend que la situation mûrisse encore un peu avant de dévoiler son jeu en public. Un statu-quo réaménagé à la mode démocratique et capable de maîtriser l'ordre social, serait certainement ce qui aurait le mieux convenu à l'impérialisme français. Mais le cours de l'histoire ne s'adapte pas sur les envies ou les préférences de tel ou tel gouvernement des métropoles! Dans le cas particulier, l'impérialisme français devra s'accommoder de la moins mauvaise solution pour lui, tout en faisant pression pour limiter les dégâts à ses intérêts si bien servis auparavant par l'équipe de Chadli.

Ce qui compte principalement, c'est d'abord que l'Algérie soit dotée d'un gouvernement capable d'assurer la paix sociale si indispensable aux bonnes affaires. Le capital n'a pas de religion et défendre ses intérêts valent bien, pour le capital français, un tapis de prière. L'impérialisme français devra s'accommoder aux tirades anti-françaises des militants du FIS et de Madani en particulier qui prône le remplacement de la langue française par l'anglais.

Pour l'impérialisme français, mettre tout son poids pour conserver le FLN signifie conserver l'avantage de liens privilégiés par rapport aux autres puissances impérialistes; mais cela signifie aussi continuer à faire monter la pression sociale jusqu'au point de non retour avant l'explosion finale. L'impérialisme préférera choisir un autre cheval, même si cela doit entraîner des changements notables dans ses us et coutumes avec l'Algérie.

Les réponses évasives de Mitterrand lorsque les journalistes lui demandent ce qu'il pense du résultat des élections algériennes, indique certes l'embarras de l'impérialisme français, mais aussi lance un avertissement au FLN: la France pratiquera la Realpolitik avec l'Algérie, sachant qu'au-delà de toutes les manoeuvres politiques qu'elle peut exercer pour influencer la situation au plus près de ses intérêts, c'est en définitive la question de l'ordre social qui primera.

Le tapage fait autour des déclarations du Front National, concernant les risques d'«envahissement» de la France par des milliers de réfugiés en Boat-

peoples, font encore une fois écran de fumée pour masquer le vrai problème que se pose l'impérialisme, celui de l'ordre. Les socialistes peuvent d'autant mieux répondre au FN qu'ils savent qu'un gouvernement islamique leur donnerait toutes les garanties de coopération pour le contrôle de la main-d'oeuvre immigrée (Abassi Madani, dans ses élans démagogiques, n'a pas caché que s'il n'en tenait qu'à lui, il rapatrierait tous les émigrés d'Algérie).

Le FIS a pu exploiter le désespoir, l'absence de toute perspective de classe, la corruption révoltante de la bourgeoisie en place, pour mobiliser dans toutes les couches intermédiaires, petites-bourgeoises, mais aussi parmi les prolétaires désœuvrés. Malgré toutes leurs luttes, les prolétaires n'ont pu empêcher que le courant islamique ne gagne du terrain dans leurs rangs. Il n'y a d'ailleurs qu'en Kabylie, opposée fermement à l'arabisation prônée par le FIS, que les islamistes n'ont pas fait de score.

Lors de sa campagne électorale, le FIS aura beaucoup prêché pour la soumission à Dieu et le respect de la charia, mais ne s'est pas beaucoup avancé dans les questions touchant le chômage, le logement ou l'éducation! D'ailleurs aucun autre parti ne s'est aventuré sur ce terrain. Tous se sont cantonnés à la seule propagande idéologique sur les principes de l'islam ou de la démocratie. Le FLN a fait campagne sur les thèmes proches de ceux du FIS: arabité, islam, unité nationale, défense de la révolution nationale.

Les ouvriers, quelque soit l'avenir du courant islamique, et en supposant qu'il s'étende jusqu'à atteindre les sommets de l'Etat, resteront toujours la classe exploitée du capital, liée à l'esclavage salarié et dont le sort quotidien dépend du cours anarchique des «affaires». Les difficultés du capitalisme algérien ne seront pas mieux surmontées parce que retentiront plus fortes encore les psalmodies à la gloire du Prophète, pas plus qu'elles ne le seront par le chant amplifié des sirènes démocratiques ou par l'évocation du glorieux combat pour l'indépendance nationale. Islam, démocratie ou socialisme national, le profit reste le profit, le marché reste le marché.

Dans le cas de figure où le FLN devrait laisser la place aux islamistes, les prolétaires ne pourront que vérifier que le baril de pétrole estampillé du sceau de l'islam plutôt que de celui de la révolution nationale, ne se vend pas un centime de plus pour cela, ne permet pas plus d'abaisser la dette, ni par conséquent de diminuer la pression s'exerçant sur eux. Le gagnant de l'avancée électorale du FIS n'est pas le prolétariat, mais le capital dans la mesure où le parti islamique se montrera capable d'assurer les entreprises contre les luttes ouvrières, de faire respecter l'ordre dans les villes et de créer des conditions favorables d'investissement.

Mais que ce soit l'alternative islamique qui l'emporte ou l'alternative démocratique, la classe ouvrière ne doit pas s'attendre à une amélioration de son sort, mais bien à une vaste offensive contre ses conditions de vie et contre ses conditions de lutte. Cette offensive ne sera pas faite de mots, mais d'actes de force! Car, islam ou démocratie, c'est par la force et la coercition que la

bourgeoisie défend son monopole de classe dominante.

La seule voie, la seule alternative pour les prolétaires est celle de leur lutte indépendante pour leur défense et leur organisation sur un terrain de classe, sur le plan le plus immédiat pour faire face aux offensives bourgeoises bourgeoises contre leurs conditions de vie et de travail, et sur le plan politique par la construction du parti de classe, pour que sa lutte puisse être dirigée vers les objectifs généraux et internationalistes de classe.

(1) Ali Belhadj, le numéro deux du FIS et le plus radical, est considéré comme la «coqueluche des jeunes chômeurs de la capitale».

Contre l'explosion prolétarienne, la bourgeoisie algérienne assassine, l'impérialisme approuve

(«le prolétaire», N° 398, Oct. - Nov. 1988)

Les émeutes qui ont enflammé durant une sanglante semaine une bonne partie du pays ne se réduisent pas à un «coup de fièvre de la jeunesse», mais sont l'expression d'un mouvement social aux origines indiscutablement prolétariennes (1).

Le mouvement a commencé en septembre par une vague de grèves dans les entreprises: à Rouiba-Reghaïa, El Harrach Bouira, Bejaïa, Annaba, Tizi-ouzou. A Rouiba les grévistes de la SNVI (usine de camions) protestaient contre la suppression d'une prime qui signifiait une diminution de salaire. Des grèves de solidarité éclatent dans la zone industrielle. Le 27 septembre les ouvriers entament une marche de protestation en direction d'Alger, mais sont violemment réprimés par la police, qui bloquera pendant plusieurs jours la route entre Rouiba et Alger. Pendant le mois de septembre des manifestations contre les pénuries alimentaires sont signalées dans plusieurs villes. A la fin du mois les grèves touchent Alger, d'abord avec la grève d'Air-Algérie, puis avec la grève dans les Postes.

Mardi 4 octobre des appels à la grève générale sont diffusés dans Alger et vont déclencher les premières manifestations de jeunes dans la capitale.

A partir de ce moment les émeutes passent au premier plan. Malgré ou à cause de la répression, elles s'étendent dans le reste de l'Algérie: Tlemcen, Sidi-bel-Abés, Oran, Mostaganem, Blida, Boufarik, Staoueli, Tipaza, Annaba, etc.

Partout ce sont les bâtiments officiels du parti, les magasins d'alimentation qui sont attaqués par les manifestants, ce qui témoigne de la haine sociale contre l'Etat, ainsi que les causes matérielles de ces émeutes: la misère, la faim.

A Alger les manifestations ont touché le centre-ville; mais les affrontements les plus sérieux ont eu lieu et se sont prolongés dans les quartiers populaires: Bab El Oued, El Harrach, Ben Aknoun, etc...

La brutalité de la répression, l'imposition de l'état de siège n'arriveront à briser les manifestations qu'au bout de plusieurs jours, après le message de Chadli à la télé. Le nombre de morts est estimé à près de 500, les arrestations se sont chiffrées par milliers.

L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS SOLIDAIRE DE LA BOURGEOISIE ALGÉRIENNE

Alors que les dirigeants français ne ratent pas une occasion de se gargariser des «droits de l'homme» et de faire la leçon aux dictatures du Chili ou de Pologne, les événements d'Algérie ont révélé ce que sont ces discours: du vent. Dès qu'il s'agit de ses zones d'influence dès que ses intérêts peuvent être réellement menacés, l'Impérialisme «redécouvre» les vertus de la répression. Dans ses néo-colonies d'Afrique noire, l'impérialisme tricolore ne s'est jamais soucié de prêcher les «droits de l'homme». Pour l'Algérie, il s'est retranché derrière la «non-ingérence» pour ne pas condamner la répression, ce qui aurait pu gêner l'armée algérienne dans ses massacres. Le ministre des Affaires étrangères a déclaré le 10 octobre: «*Nous ne devons pas nous mêler des affaires intérieures de l'Algérie. Nous devons prendre cela globalement (...). L'Algérie est un partenaire indispensable pour la France. L'Algérie est indispensable à l'équilibre du Maghreb. C'est pour cela que nous souhaitons que l'Algérie retrouve à la fois sa paix et son équilibre économique*» L'argument de la non-ingérence est repris par ceux qui, en refusant de dire un mot en faveur des victimes des tueries, montrent qu'ils sont du côté de la bourgeoisie algérienne: le PCF, le MRAP ... Le PS, quant à lui, attend la fin des émeutes pour parler dans un communiqué de «répression» et ajouter: «*on ne restaurera pas l'ordre uniquement par l'intervention des forces armées mais aussi par des mesures sur le plan économique et social*». Répression d'accord, mais avec des mesures sociales !

La réaction de la plupart des forces institutionnelles françaises s'explique par l'importance des relations économiques avec l'Algérie et pas par un

prétendu «complexe d'ancien colonisateur». Les échanges commerciaux ont sans doute chuté ces derniers mois en raison d'un contentieux sur les achats de gaz, mais l'Algérie reste cependant le premier client et le premier fournisseur africain de la France. Elle est aussi son second débiteur, après le Brésil (27 milliards de F de dettes). Selon «le Nouvel économiste» (14/10): «dès 1981 M. F. Mitterrand a soutenu Chadli, le plus francophile des présidents algériens depuis l'indépendance, dans l'espoir de desserrer les relations militaires algéro-soviétiques et de libéraliser le régime.» Le journal veut dire «ouvrir davantage le régime aux intérêts français». Pas de «non-ingérence» quand l'impérialisme essaye d'augmenter son influence et d'ouvrir des marchés (l'Algérie n'achète pratiquement pas de matériel militaire français) !

C'est pourquoi Rocard a tenu à assurer, par l'intermédiaire de l'ambassadeur d'Algérie, «la sympathie et la solidarité du gouvernement français» envers le gouvernement d'Alger: attitude similaire à celle du gouvernement de gauche vis-à-vis du gouvernement tunisien lors des «émeutes de la faim» ou à celle du gouvernement Chirac vis-à-vis du gouvernement sénégalais au moment des émeutes de Dakar ce printemps.

Les communistes n'ont jamais cessé de rappeler que contre le prolétariat et les masses exploitées, la solidarité des bourgeoisies est sans failles. La solidarité de l'impérialisme français avec la bourgeoisie algérienne en est la démonstration. Les déclarations attristées sur le sort des opprimés dans telle ou telle région du monde ne sont que de l'hypocrisie, quand elles ne servent pas à masquer telle ou telle opération cynique.

LE CAPITALISME AFFAME LES MASSES

Les grèves et les «émeutes de la semoule» sont dues à la dégradation des conditions de vie des travailleurs et de la population. Le chômage s'accroît régulièrement. Il est estimé à 17% de la population active et à 50% des moins de 25 ans. Dans le cadre de la rentabilisation des entreprises publiques, des milliers de licenciements sont prévus. La réduction des ventes de pétrole - qui représentent plus de 90% des exportations du pays - a conduit l'Etat à réduire de façon drastique ses importations. Or le développement capitaliste de l'Algérie s'est fait, comme il se fait toujours, en sacrifiant l'agriculture. Résultat: l'agriculture algérienne qui fournissait 70% des besoins des habitants en 1969, n'en fournit plus que 40% en 1976. Les diminutions des importations se font au détriment de la consommation alimentaire des masses, car il n'est pas question d'interrompre les importations nécessaires à l'industrie. Les masses algériennes souffrent de la faim pour que le capital puisse être rassasié.

Après les émeutes de Constantine l'Etat avait procédé à des importations d'urgence d'huile, de beurre, de semoule, de café. Mais les pénuries sont ensuite réapparues. La semoule, ingrédient de base de l'alimentation, était devenue presque introuvable ces derniers temps. Le kilo de boeuf a doublé de

prix pour atteindre 150 dinars, soit 10 % du salaire ouvrier moyen (1 dinar = 1 F, au change officiel). L'austérité renforcée cette année a comporté un blocage des salaires, ce qui est la façon qu'ont les bourgeois pour dire baisse du niveau de vie.

Le syndicat officiel UGTA, pour ne pas perdre tout crédit aux yeux des travailleurs, a publié au début du mois un communiqué pour dire qu'il partageait les revendications ouvrières et il a dénoncé «la baisse intolérable du pouvoir d'achat des masses».

La détérioration de la situation économique d'un pays soi-disant «socialiste», cité en exemple par le FMI il y a quelques années, a rendu nécessaire des réformes pour «rentabiliser» les entreprises d'Etat peu performantes. Ces réformes vont donner plus d'espace à la bourgeoisie privée, vont rendre autonomes les entreprises publiques, les rendre «libres» de supprimer les travailleurs en «surnombre». Sur le plan agricole elles impliquent la liquidation des entreprises «autogérées» au profit des propriétaires privés. Elles préparent une exploitation accrue de la force de travail du prolétariat algérien. Affrontés sur cette question des réformes, Le PAGS (parti «communiste») et les cadres de l'UGTA n'indiquent comme responsables de la situation des masses que les partisans des réformes et la bourgeoisie privée. Mais cette situation ne date pas des réformes, qui sont à peine entrées en application. Bourgeoisie privée, bourgeoisie d'Etat, partisans des réformes ou défenseurs de la primauté économique de l'Etat, sont tous, autant les uns que les autres, des ennemis de la classe ouvrière et des masses exploitées.

CONTRE LES PIÈGES DE LA «DÉMOCRATISATION», LE SALUT DU PROLÉTARIAT NE PEUT VENIR QUE DE SA REORGANISATION ET DE SA LUTTE DE CLASSE

Nous avons vu que les événements ont eu un caractère de classe indéniable. Les islamistes, souvent présentés en France comme les responsables, ne sont apparus que plusieurs jours après le début des émeutes pour tenter de récupérer le mouvement. Leur action est toujours allée dans le sens de la modération et plusieurs n'ont pas caché leurs liaisons avec les autorités. En dépit de leurs critiques contre les gouvernants, ils sont un recours pour l'ordre bourgeois et un danger pour la classe ouvrière.

Le PAGS a une implantation parmi les travailleurs et dans l'UGTA; certains de ses militants ont été arrêtés. Le correspondant du «Monde», proche des cercles gouvernementaux, laisse entendre que l'action de l'UGTA et de «la gauche du FLN» a contribué à l'explosion. En réalité l'UGTA n'a été obligée de coller en paroles aux revendications ouvrières que pour ne pas être débordée par la création de commissions syndicales indépendantes. Mais il est probable que la bourgeoisie lui reprochera, ainsi qu'au PAGS, de ne pas avoir su empêcher les grèves.

Pour reprendre un certain crédit, Chadli a parlé de «démocratisation» et a organisé un référendum. Plusieurs centaines de manifestants ont été relâchés.

De leur côté, les groupes d'opposition mettent en avant une perspective de démocratisation et de pluralisme. Les trotskystes appellent même à *«l'unité des forces d'opposition sur des revendications démocratiques»* ainsi que leur rituelle *«Assemblée constituante»* («Rouge» 14/10/88).

Mais une démocratisation de l'Etat ne pourrait être qu'un leurre pour les prolétaires. Le capitalisme algérien s'est développé à marches forcées en imposant une poigne de fer à la population. Ce sont les impératifs de développement qui ont donné à la dictature de la bourgeoisie algérienne ses traits particulièrement répressifs. Le capitalisme algérien ne peut se payer les frais d'une démocratie libérale à l'occidentale (qui est le rêve ultime des petits-bourgeois) dans les premières phases de son accumulation, et maintenant dans une situation de crise économique. Tout épisode démocratique ne pourrait être qu'une concession tactique de la bourgeoisie avant de repartir à l'assaut des travailleurs. La férocité de la répression ne doit pas laisser le moindre doute sur les possibilités de démocratisation de l'Etat bourgeois.

«Il n'y a pas de milieu. Seuls en rêvent vainement les fils à papa, la gent intellectuelle, les petits messieurs qui ont fait de mauvaises études dans de méchants bouquins. Nulle part au monde il n'y a et il ne saurait y avoir de milieu. Ou bien la dictature de la bourgeoisie (dissimulée sous la pompeuse phraséologie socialiste-révolutionnaire et menchévique sur la souveraineté du peuple, la constituante, les libertés, etc.), ou bien la dictature du prolétariat. Celui à qui toute l'histoire du XIX^{ème} siècle n'a pas appris cela est un imbécile fini.» (Lénine, Oeuvres T. 29, p. 564).

Pour le prolétariat il n'y a que la perspective de la révolution socialiste, de la dictature du prolétariat qui n'est pas illusoire. La réalisation de cette perspective n'est sans doute pas immédiate. Il serait absurde de confondre des émeutes aussi prolongées soient-elles, avec l'entrée dans une phase révolutionnaire. Les émeutes ont témoigné avec éclat d'une certaine maturation des contradictions sociales: ce n'est plus une région, mais tout le pays qui est touché et pendant plusieurs jours. Elles ont montré sans équivoques que le prolétariat est à l'origine du mouvement.

Mais elles ont aussi indiqué la distance qu'il reste à franchir à la classe ouvrière pour se mettre à la tête des mouvements de révolte, pour dépasser et intégrer les émeutes dans une lutte révolutionnaire de classe. Elles peuvent et elles doivent servir à renforcer les travailleurs, à condition que ceux-ci sachent y lire un appel à ce qu'ils s'organisent de façon indépendante, de classe, sur des objectifs et des méthodes propres, en opposition à toutes les formules d'union nationale, au nom de la patrie, de la démocratie ou de l'islam. Cette organisation est nécessaire aujourd'hui dans les luttes économiques pour contrer le sabotage de l'UGTA; dans la résistance à une répression qui

va se déchaîner, pour la libération de tous les emprisonnés. Elle sera indispensable dans la lutte révolutionnaire de demain, en liaison étroite avec les prolétaires de tous les pays, en particulier de ceux des pays impérialistes, pour renverser le capitalisme mondial et venger toutes ses victimes.

Le 15/10/88

(1) Les médias bourgeois ont insisté sur les aspects secondaires de la révolte en leur conférant des traits existentiels qu'ils n'ont pas en réalité. Ce n'est pas parce qu'il n'y a que 7 cinémas à Alger que les jeunes sont descendus dans la rue. Ce n'est pas l'ennui, mais la misère et la faim qui ont motivé leur action.

Algérie: Que vive la lutte de classe !

(«le prolétaire», N° 390, Mars-Avril 1987)

Au mois de novembre de l'année passée une succession de luttes ont éclaté en Algérie, mettant en exergue une fois encore la férocité répressive de l'Etat soit-disant «socialiste». L'origine du conflit est d'une part le projet de loi visant à introduire deux nouvelles épreuves au baccalauréat, à savoir l'éducation religieuse et l'éducation politique, et d'autre part les conditions de vie déplorables dans les écoles et universités (manque d'eau, absence de transport, pénurie de logement, manque de matériel, etc.).

Cette nouvelle loi exprime la volonté de l'Etat depuis le congrès du FLN en 1980 de reprendre en mains les organisations de masse du parti ainsi que l'enseignement pour faire face à l'agitation ouvrière et étudiante qui ne cesse de secouer l'ordre social depuis une dizaine d'années. En effet, après avoir été sous la tutelle de la bourgeoisie nationale durant toutes les années de lutte nationale et durant les années de construction et de stabilisation du nouvel Etat national algérien, la classe ouvrière, et particulièrement les jeunes générations qui n'avaient pas ou peu connu la période d'avant 1962, reprit le

chemin de la lutte de classe et, particulièrement dès 1977 (1), n'a cessé d'année en année d'augmenter sa pression sur l'Etat et la bourgeoisie.

Le congrès de 1980, qui se déroulait sur le fond de la crise capitaliste internationale et en particulier de la crise pétrolière, fut la reconnaissance de la faillite du «socialisme à l'algérienne» mis à l'oeuvre par Boumediene et basé sur l'utilisation de la rente pétrolière pour construire une industrialisation centrée sur de grandes unités modernes de production. L'expérience se solda en effet par un échec complet car cette industrialisation sensée faire prendre l'envoi d'une large industrie et développer l'exportation, s'affirma être un poids mort et inerte, ce qui du point de vue capitaliste est bien la pire des catastrophes. La seule conséquence «dynamique» de l'orientation Boumediene n'aura pas été économique mais sociale. Face aux nécessités de l'accumulation capitaliste qui ne peut suivre un cours accéléré que dans la sphère de la production industrielle, tout le poids et les priorités de l'investissement se sont portés sur l'industrie. Le capitalisme algérien créait du même coup la nécessité d'une immense armée de réserve d'où il pouvait puiser les forces de travail nécessaires à la réalisation de plus-value. Boumediene traduisit ces nécessités objectives du développement capitaliste par l'abandon de la production agricole nationale et par l'importation agro-alimentaire systématique pour assurer, mal, l'approvisionnement des villes.

Le résultat aura été un abandon accéléré des campagnes et un exode général vers les villes des petits paysans dans l'espoir d'un travail salarié. Cet exode, s'il fournissait au capital son armée de réserve, a eu pour conséquence un gonflement et une concentration des masses prolétariées dans les villes qui s'est soldé - en l'absence de tout investissement dans le bâtiment - par une incroyable pénurie de logement renforçant les conditions de vie misérable des masses algériennes.

Le faible taux de productivité de l'industrie conjuguée à l'exode vers les villes des populations de la campagne et à une forte démographie n'a pas permis au capitalisme algérien d'amortir le coup fatal de la baisse du pétrole ni de fournir du «travail pour tous» comme ne cessaient de le prétendre les idéologues du «socialisme à l'algérienne». Les émeutes de la faim au début des années 80 qui ont éclaté dans toute l'Afrique du Nord ont acculé l'Etat algérien à modifier l'orientation de l'investissement capitaliste, à la fois pour se protéger des formidables révoltes des masses laborieuses et pour augmenter la productivité industrielle et donc le taux de profit.

La crise capitaliste et ses conséquences sur les conditions de vie du prolétariat, mais aussi de toute autre couche laborieuse, a été à l'origine des grandes vagues de luttes en 1980 que l'Etat mis sur le compte des courants nationalistes berbéristes mais qui en réalité révélèrent l'existence d'un vaste mouvement de classe.

Aujourd'hui la baisse du cours mondial du pétrole tarit la source miraculeuse de devises alors que d'une part l'industrie est incapable d'exporter et de

créer des emplois et que d'autre part les importations de produits agro-alimentaires ne cessent d'augmenter pour faire face à la carence du secteur agricole. La révision de la Charte nationale établie en 1976 sous le règne de Boumediene reflète un retour aux dures réalités capitalistes qui sanctionnent impitoyablement toute politique économique capitaliste qui tenterait d'y échapper par quelques subterfuges. A l'apologie du centralisme économique succède avec Chadli celle de la petite entreprise «créatrice d'emploi» et de la relance de l'agriculture par une sorte de koulakisation des campagnes que devrait permettre techniquement un vaste effort de construction de retenues d'eau pour l'irrigation des terres.

L'industrie et l'agriculture sont donc maintenant ouvertes à l'investissement privé et l'équipe Chadli espère ainsi trouver à l'industrie d'Etat une concurrence salvatrice «dynamisante»! L'Algérie est «à l'heure des managers» comme disent les bourgeois, au même titre que l'URSS. Pour nous communistes ces mutations économiques ne sont que l'expression du pourrissement capitaliste qui pousse la concurrence à l'extrême et non pas celle d'une nouvelle ère de prospérité.

Cette nouvelle économie politique décentralisatrice (même si l'ouverture au secteur privé est encore limitée) s'accompagne par contre d'un renforcement central de l'Etat et de son contrôle sur toutes les organisations de masses que dirige le FLN, telles que l'UGTA, l'UNJA, etc. et dont l'objectif est de pouvoir appliquer l'offensive bourgeoise pour accroître sur le prolétariat la pression de la politique de rigueur. L'ordre social est donc nécessaire pour au moins deux raisons fondamentales. La première, nous l'avons vu, consiste à assurer au capital les meilleures conditions sociales d'exploitation du prolétariat, et la seconde a trait au rôle régional de leadership que tient à jouer l'Algérie et notamment à l'assurance de pouvoir être en tête de liste des pays d'Afrique du Nord qui tentent de pénétrer et d'exploiter les potentialités du marché d'Afrique centrale (2). (Le marché centre africain est en effet un marché idéal pour le capitalisme algérien qui doit s'essayer à l'exportation de produits industriels manufacturés).

Mais c'est toujours le prolétariat et les masses laborieuses qui paient les conséquences de la crise et «Afrique-Asie» (porte-parole d'Alger) de mai 1986 explique logiquement et cyniquement que «... dans l'immédiat, c'est la lutte contre toutes les formes de gaspillage et d'attentisme et le partage des efforts qui mobilisent les algériens. Si l'on retient une hypothèse de réduction de 15% par rapport aux prévisions du budget de l'Etat, il faut savoir ce que cela signifie: les collectivités locales comme les entreprises devront compter un à un leurs deniers, la plupart des dotations budgétaires seront touchées, le train de vie de l'Etat sérieusement réduit (Ndlr: mais pas forcément celui des commissions de toute nature), les grands chantiers retardés, et sans doute les projets les moins pressants réévalués. C'est dur la rigueur. Mais elle est nécessaire».

Pour appliquer cette politique de rigueur la bourgeoisie a donc accentué

son contrôle social tant par l'exercice d'une répression plus féroce encore qui gonfle les cellules de la sinistre prison de Lambèse, que par un renforcement du contrôle social et politique, dont une des traductions pratiques est cette nouvelle loi sur l'enseignement religieux et politique. C'est donc toute la société algérienne qui explose et particulièrement les classes opprimées et exploitées. La révolte des étudiants et lycéens l'année passée est la continuation des luttes qui depuis 1980 brisent les tentatives de Chadli «d'unifier la nation» et creusent le fossé entre les classes. Le grand danger pour la bourgeoisie algérienne réside dans les liens et dans les rapports existant entre le mouvement des lycéens et étudiants et les luttes ouvrières. En avril 1986 à Tizi-Ouzou par exemple, les mille ouvriers de Sonelec se mettent en grève en solidarité avec les étudiants dont l'uni vient d'être envahie par les forces de l'ordre. Aux interventions des flics, les ouvriers riposteront par la menace de faire sauter l'usine.

Lorsqu'en novembre les luttes éclateront à Constantine et à Sétif (3), la répression sera sauvage. 186 personnes prises en «flagrant délit» (éléments malfaisants, ennemis de la Révolution algérienne» dira Chadli) sont condamnées sur-le-champ de 2 à 8 ans de prison, et un certain nombre d'entre eux sont internés à Lambèse. Ces condamnations survenues le lendemain des événements de Sétif sont un avertissement non seulement aux jeunes scolarisés mais surtout aux prolétaires pour les dissuader de suivre un tel exemple d'indiscipline sociale.

Car ce qui inquiète le plus la bourgeoisie algérienne, c'est l'immense capacité de lutte d'un prolétariat insensible aux vertus de la «Révolution algérienne» mais terriblement sensible, par contre, à ses intérêts de classe contre ceux du capital exploiteur et oppresseur. Pour éviter la contagion aux usines, ce qui aurait provoqué une révolte aussi puissante qu'en 80, l'Etat a donc frappé très fort et rapidement, élargissant même ses coups à la LADH (Ligue algérienne des droits de l'homme).

Ces dernières arrestations servent d'ailleurs en définitive de paravent à l'Etat pour masquer la répression massive qui s'abat sur les masses prolétarisées. Les idéologues de la démocratie occidentale se scandalisent beaucoup sur le sort que connaissent leurs représentants en Algérie et tout le tapage qu'ils font autour de leurs martyrs ne fait que cacher la répression de centaines et de milliers de militants ou simples prolétaires dont le crime bien plus grave aux yeux de la bourgeoisie et celui de **lutte de classe**.

Cette vague de lutte a sans doute été stoppée avant qu'elle ne prenne une trop grande ampleur, mais elle représente une étape de plus dans l'expérience accumulée depuis 10 ans par le prolétariat d'Algérie, expérience qui accompagne celle du prolétariat de tous les pays maghrébins. La pression capitaliste n'a pas cessé et ne cessera pas de s'accroître aggravant à l'extrême les conditions de vie du prolétariat et des masses laborieuses.

Mais plus l'offensive bourgeoise s'élargit et se durcit et plus le prolétariat

est poussé à la lutte impitoyable contre son ennemi de classe, plus il accumule d'expérience et plus il augmente sa capacité à l'organisation. Mais pour que ces combats ne soient pas vains pour son renforcement, le prolétariat doit lutter sur deux objectifs fondamentaux: organiser ses rangs en toute indépendance de classe et élargir sa lutte par-delà les limites géographiques.

Au-delà des questions contingentes de la lutte se pose celle, cruciale pour l'avenir du prolétariat des nations arabes et du Maghreb en particulier, du parti de classe. L'absence du parti, terriblement dramatique dans les aires de hautes tensions sociales, prive les luttes de la classe d'une direction capable de relier les directives de l'action immédiate et partielle à celle plus vaste de l'organisation révolutionnaire du prolétariat. Mais il n'y a pas d'autre voie que celle de la construction du parti de classe, en liaison avec la classe, pour conduire les mouvements de lutte des masses prolétarisées au-delà des questions contingentes et pour que toutes les luttes immédiates servent l'objectif révolutionnaire du prolétariat.

(1) En 1977, il y a eu officiellement (!) 522 grèves, notamment chez les dockers, à la SNIC, à la RSTA, à la Sonacome ainsi qu'à l'université. En 1980, année du congrès du FLN, «pour une vie meilleure», elles seront au nombre de 922.

(2) En commençant notamment par désenclaver les pays centraux comme le Mali et le Niger par la création de routes et voies aériennes.

(3) Le mouvement s'est aussi étendu à Annaba et à Collo, où les manifestants attaquent la mairie.

AUX EDITIONS PROGRAMME

EN FRANCAIS									
Série «Les textes du Parti Communiste International»									
1. Communisme et fascisme	7€								
2. Parti et classe	3€								
3. Les Fondements du communisme révolutionnaire	épuisé								
4. Eléments d'orientation marxiste	2€								
5. «La Maladie infantile», condamnation des futurs renégats (sur la brochure de Lénine «La maladie infantile du communisme»)	15€								
6. Force, violence, dictature dans la lutte de classe	épuisé								
7. Défense de la continuité du programme communiste (224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours)	7,5€								
8. Dialogue avec Staline (réfutation des théories staliniennes sur le socialisme en URSS)	4,5€								
9. Bilan d'une Révolution (192 pages sur la question russe)	9€								
10. Elements de l'économie marxiste	9€								
Brochures « le prolétaire »									
5. Question féminine et lutte de classe	1€								
6. Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois	1€								
7. La grève des nettoyeurs du métro (leçons et bilan)	1€								
8. Violence, terrorisme et lutte de classe	1€								
10. Postiers en lutte (grève de 78 à Créteil et dans les centres de tri)	1€								
11. Auschwitz ou le grand alibi	1€								
12. Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'immigration	1€								
13. Le marxisme et l'Iran	1€								
14. Foyers de travailleurs immigrés: enseignements de 6 ans de lutte	1€								
16. Pour des revendications et des méthodes de classe (Orientation pratique d'action syndicale)	1€								
17. De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale (Manifeste du P.C. International - 1981)	1,5€								
18. Vive la lutte des ouvriers polonais!	1€								
19. La question parlementaire dans l'Internationale Communiste	1€								
20. Ex-Yougoslavie: Contre toutes les alternatives bourgeoises, nationalistes, fédéralistes, démocratiques	0,5€								
21. Lénine sur le chemin de la révolution	1,5€								
22. Marxisme et science bourgeoise	1,5€								
23. Yougoslavie. L'opposition réelle aux interventions militaires et aux actes de guerre réside dans la lutte révolutionnaire du prolétariat et dans sa réorganisation classiste et internationaliste contre toute forme d'oppression bourgeoise									
et de nationalisme	1,5€								
24. Mai-Juin 68: Nécessité du parti politique de classe	1€								
25. Fascisme, antifascisme et lutte prolétarienne	1,5€								
26. A propos de la polémique sur notre texte. Auschwitz ou le grand alibi: ce que nous nions et ce que nous affirmons	1,5€								
27. Algérie: Seule la classe prolétarienne pourra mettre fin à la misère et à l'exploitation en abattant le capitalisme et l'Etat bourgeois!	1,5€								
Suppléments au « prolétaire »									
- Mouvements revendicatifs et socialisme	1€								
- Nouvelle-Calédonie: indépendance immédiate et sans condition !	1€								
- Pour un anti-racisme prolétarien	1€								
- Révolution et contre-révolution en Russie	1€								
- L'antifascisme démocratique un mot d'ordre anti-prolétarien	0,5€								
- Mai-Juin 68: Nécessité du parti politique de classe	1€								
- Algérie: Les enseignements du «Mouvement de Printemps» (1981)	1€								
Série «Les cahiers d'el-Oumami»									
1. Le syndicalisme en Algérie (1919-1979)	1€								
2. La situation politique en Algérie et les tâches des révolutionnaires (1981)	1€								
3. Critique de la théorie de la «Révolution nationale-démocratique de type nouveau»	1€								
Revue théorique « Programme communiste »									
- Numéros 1 à 50 (disponibles uniquement en photocopies)	2 à 3 € le numéro								
- Numéros 51 à 57	2€								
- Numéro 58 (112 pages)	4€								
- Numéros 59 à 88	2€								
- Numéro 89	3€								
- Numéros 90 à 96	4€								
Série des éditions Prométhée									
- Terrorisme et communisme, Léon Trotsky	7,5€								
EN ITALIEN									
- Storia della Sinistra Comunista: vol. I (1912-1919)	15€								
vol. I bis (raccolta di scritti 1912-1919)	4,5€								
vol. II (1919-1920)	18€								
vol. III (1920-1921)	épuisé								
- Struttura economica e sociale della Russia d'oggi	22,5€								
- Classe Partito Stato nella teoria marxista	1,5€								
- O preparazione rivoluzionaria o preparazione elettorale	épuisé								
I testi del partito comunista internazionale									
1. Tracciato d'impostazione. I fondamenti del									
comunismo rivoluzionario	2€								
2. In difesa della continuità del programma comunista	épuisé								
3. Elementi dell'economia marxista - Sul metodo dialettico	épuisé								
4. Partito e classe	2€								
5. «L'estremismo, malattia infantile del comunismo», condanna dei futuri rinnegati	2€								
6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti	épuisé								
7. Lezioni delle controrivoluzioni	2€								
Quaderni del Programma Comunista									
- Il mito della pianificazione socialista in Russia	1,5€								
- Il «rilancio dei consumi sociali» ovvero l'elisir di lunga vita dei dottori dell'opportunismo. Armamenti: un settore che non andrà mai in crisi	1,5€								
- Il proletariato e la guerra	1,5€								
- La crisi del 1926 nel partito russo e nell'Internazionale	1,5€								
Reprint « il comunista »									
- Marxismo e scienza borghese	2€								
- La lotta di classe dei popoli non bianchi	1,5€								
- La successione delle forme di produzione nella teoria marxista	6€								
- Trotsky: Insegnamenti dell'Ottobre. Insegnamenti della Comune	4,5€								
- La funzione storica delle classi medie e dell'intelligenza (1925)	2€								
- Abaco della economia marxista	2€								
- Lotta di classe e questione femminile	2€								
- La teoria marxista della moneta	2€								
- Il proletariato e la seconda guerra mondiale	2€								
- Antimilitarismo di classe e guerra	4€								
Altri opuscoli									
- Il terrorismo e il tormentato cammino della ripresa generale della lotta di classe	1,5€								
- La lotta di classe ridivampa in Europa col poderoso moto proletario polacco (1980)	1,5€								
- Il marxismo e l'Iran (1980)	1,5€								
- Dalla crisi della società borghese alla rivoluzione comunista mondiale (Il manifesto del P.C. Internazionale, 1981)	2€								
- Punti di orientamento e direttive pratiche di azione sindacale	1,5€								
- Avanti verso la rivoluzione comunista mondiale (1981)	1,5€								
- Non pacifismo, antimilitarismo di classe!	1,5€								
EN ANGLAIS									
- The fundamentals of Revolutionary Communism	4,5€								
- Party and Class	4,5€								
- Communist Program Ns 1 to 7	3€								
The Party's Programme	1,5€								
EN ESPAGNOL									
1. Los fundamentos del comunismo revolucionario	4€								
2. Fuerza, violencia, dictadura en la lucha de clase	4€								
3. Partido y clase	épuisé								
El Programa Comunista									
- n°1 à 38, n°40	2€								
- n°39 (Manifesto del P.C.I.: De la crisis de la sociedad burguesa a la revolución comunista mundial)	2€								
- n° 41, 42, 43	3€								
- La epopeya del proletariado boliviano (la lucha de clase en Bolivia hasta 1981)	1,5€								
EN ALLEMAND									
1. Die Frage der revolutionären Partei	3€								
2. Revolution und Konterrevolution in Russland	3€								
3. Der Kampf gegen den alten und heutigen Revisionismus	2€								
4. Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus	3€								
5. Was heisst, den Marxismus zu verteidigen?	4€								
6. Gewalt und Diktatur im Klassenkampf	3€								
Kommunistisches Programm (Theoretische Zeitschrift der IKP, bis Nummer 28)	3€								
EN ARABE									
- Pour le parti ouvrier indépendant	1€								
- Thèses caractéristiques du parti	1,5€								
- Les communistes et la question de la liberté politique	1,5€								
- Manifeste du P.C. International	2€								
- Ce qui distingue notre parti	1€								
EN PORTUGUAIS									
1. Teses características do partido	1,5€								
2. Lições das contra-revoluções	1,5€								
3. Os fundamentos do comunismo revolucionario	1,5€								
- As lutas de classe em Portugal de 25 de Abril a 25 de Novembro	1,5€								
EN TURC									
- Komünist partisi manifestosu (Karl Marx Friedrich Engels)	1,5€								
- Rusya'da devrim ve karsi-devrim	1€								
- Bulletin Internationalist Proleter (3 nos parus)	1€								
EN HOLLANDAIS									
- Het democratisch principe	1€								
EN POLONAIS									
- W Polsce tak samo walka klasy robotniczej	1,5€								
EN PERSE									
- Retour au programme communiste révolutionnaire. Ce qu'est et ce que veut le PCInt.	1,5€								
- Les fedayins et la question de l'Etat	1€								
EN GREC									
- Parti et classe	3€								
EN DANOIS / SUEDOIS									
1. Marxismens grundtraek-Partiets karakteristiske teser	3€								

2. Vad är och vad vill det Internationella Kommunistiska Partiet	3€	materialismo (198 p.)	6€
AUX EDITIONS «ISKRA»		- Scritti e discorsi sulla rivoluzione in Cina 1927 (Trotsky, Vujovic, Zinoviev) (299 p.)	9€
- Economia marxista ed economia contro-rivoluzionaria (263 p.) - A. Bordiga	9€	- Relazione del P.C. d'Italia al IV congresso dell'Internazionale comunista, nov. 1922 (124 p.)	6€
- I fattori di razza e nazione nella teoria marxista (175 p.) - A. Bordiga	6€	- La storia di Big Bill (L'autobiografia del principale rappresentante degli IWW) (376 p.)	9€
- Imprese economiche di pantalone (153 p.) - A. Bordiga	6€	AUX «EDIZIONI SOCIALI»	
- Proprietà e capitale (202 p.) - A. Bordiga	6€	- Dialogato con Stalin - A. Bordiga	4,5€
- Mai la merce sfamerà l'uomo (306 p.) - A. Bordiga	9€	- Dialogato coi Morti - A. Bordiga	épuisé
- Lettere di Engels sul materialismo storico (1889/95) (130 p.)	6€	- La tattica del Comintern 1926 - 1940 (O. Perrone)	épuisé
- Plechanov: Contributi alla storia del		- La sinistra comunista nel camino della Rivoluzione	7,5€

Vient de paraître : «Communisme et Fascisme»

(140 pages - Prix 7 €)

Au sommaire de cette ré-édition:

Préface - Introduction - La fonction de la social-démocratie en Italie («Il comunista» du 6 février 1921) - **Les sociaux-démocrates et la violence** («Il comunista» du 12 avril 1921) - **Les voies qui conduisent au «noskisme»** («Il comunista» du 14 juillet 1921) - **Le fascisme** («Il comunista» du 17 novembre 1921) - **Le programme fasciste** («Il comunista» du 27 novembre 1921) - **Du gouvernement** («Il comunista» du 2 décembre 1921) - **Le rapport des forces sociales et politiques en Italie** («Rassegna comunista» des 30 septembre et 31 octobre 1921) - **Rapport de A. Bordiga sur le fascisme au IVème Congrès de l'Internationale Communiste** (2ème séance - 16 novembre 1922) - **Rome et Moscou** («Il lavoratore» du 17 janvier 1923) - **Rapport de A. Bordiga sur le fascisme au Vème Congrès de l'Internationale Communiste** (23ème séance - 2 juillet 1924) - **Annexe: Les tâches du parti communiste face à la crise de la société capitaliste italienne** (Rapport d'A. Gramsci au C.C. du P.C.I.; «L'Unità» du 26 août 1924)

PAIEMENT :

Par mandat ou chèque à l'ordre de: **DESSUS (sans autre mention), envoyé à notre adresse de Lyon, ci-dessous.**

Commandes à notre adresse: Editions Programme, 3 Rue Basse Combalot 69007 Lyon (France)

FRAIS DE PORT NON COMPRIS (tarif économique: 10% en sus; par avion: nous consulter).

AVERTISSEMENT: LES TEXTES ÉPUISÉS OU EN VOIE D'ÉPUISEMENT NE PEUVENT ÊTRE FOURNIS QU'EN PHOTOCOPIES.

ORGANES PERIODIQUES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

- «le prolétaire» : Journal bimestriel en français - Prix de l'exemplaire: 1€; 3FS; £ 1
- «Il comunista» : Journal bimestriel en italien - Prix de l'exemplaire: 1,5€; 5FS; £1,5
- «programme communiste» : Revue théorique - Prix de l'exemplaire : 4 €; 10 FS; £ 3; Am. latine: 1 US\$; USA et Cdn: 4 US \$.
- «el programa comunista» : Revue théorique en espagnol - Prix de l'exemplaire : 3€; 8 FS; 2 £; Am. latine: 1 US\$; USA et Cdn: 3 US \$

Programme du Parti Communiste International

Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

* * * * *

La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants:

8. Dans la première moitié du XXème siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les em-

ployeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la production et les échanges selon des plans centraux, allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers de la production par l'Etat; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois ou petits-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

9. Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les Etats bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

10. L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchévique, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

11. La défense du régime prolétarien contre les dangers de la dégénérescence contenus dans les insuccès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.